

REPUBLIQUE DU BENIN

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT, DE L'ANALYSE ECONOMIQUE ET DE LA PROSPECTIVE



Les comptes de la nation 1999-2011

2013

Institut National de la Statistique et de
l'Analyse Economique (INSAE)

Sommaire

Chapitre 1. Evolution de l'activité économique	8
I. Principales phases de l'activité économique	8
II. Evolution sectorielle de l'activité économique	9
Chapitre 2. Emplois du PIB	17
I. Consommation finale.....	17
II. Formation brute de capital fixe	19
III. Exportation nettes de biens et services	21
Chapitre 3. Répartition et utilisation du revenu	22
I. Fiscalité et autres prélèvements obligatoires	22
II. Formation du revenu national disponible.....	23
III. Répartition de l'épargne.....	26
IV. Financement de l'économie.....	27
Chapitre 4. Impact de la révision sur l'ancienne série	29
I. Comparaison de la nouvelle série base 2007 et de la série PIB plus comparable	29
II. Evolution des indicateurs de surveillance multilatérale.....	35
Chapitre 5. Synthèse méthodologique	38
I. Méthodologie d'élaboration des comptes nationaux de l'année de base 2007	38
II. Méthodologie d'élaboration des comptes nationaux des années courantes de 2008 à 2010	40
III. Méthodologie d'élaboration des comptes provisoires de l'année 2011	44
IV. Méthodologie d'interpolation des comptes nationaux des années 2002 à 2005.....	46

Avant-propos

L'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE) a le plaisir de vous présenter la nouvelle série des comptes nationaux des années 1999 à 2011. Cette nouvelle série est conforme aux recommandations du Système de Comptabilité Nationale de 1993 (SCN93). Elle remplace la série dénommée PIB PLUS COMPARABLE que l'INSAE diffusait.

La série des comptes nationaux de 1999 à 2011 concrétise les efforts de rénovation entrepris depuis 2001 par l'INSAE pour améliorer la qualité des informations mises à la disposition des utilisateurs. Ainsi, pour renforcer la cohérence avec le SCN93, la nouvelle série s'appuie sur une nomenclature des activités adaptée à la classification internationale type des industries (CITI) révision 3 et à la nomenclature des activités des Etats membres d'AFRISTAT (NAEMA). De même, la nomenclature des produits a été adaptée à la classification centrale des produits (CPC) et à la nomenclature des produits des Etats membres d'AFRISTAT (NOPEMA). L'adoption de ces trois standards internationaux facilite la cohérence de la nouvelle série des comptes nationaux avec les autres comptes macroéconomiques notamment les statistiques des finances publiques et la balance des paiements, facilitant l'exercice de suivi et de formulation des politiques économiques et de surveillance multilatérale.

Ces améliorations méthodologiques s'ajoutent aux progrès réalisés par l'INSAE et ses partenaires, notamment le ministère des finances et l'ensemble des acteurs du système statistique, sur la qualité des données de base. A titre d'illustration, la nouvelle série couvre plus de déclarations statistiques et fiscales (DSF) et intègre les résultats de l'Enquête Modulaire Intégrée sur les Conditions de Vie des ménages (EMICoV).

Sur le plan informatique, la nouvelle série a été réalisée à l'aide du module ERETES, un outil d'aide d'élaboration des comptes nationaux. Cet outil offre plusieurs avantages allant de l'archivage des données à l'édition des deux tableaux du cadre central à savoir le Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) et le Tableau des Comptes Economiques Intégrés (TCEI) qui ne sont pas présentés dans le présent rapport mais disponibles en version Excel sur le site web de l'INSAE. Ces deux tableaux constituent des améliorations majeures pour le système statistique national et devraient permettre de relancer des travaux de modélisation plus poussés s'appuyant sur des analyses intersectorielles et macroéconomiques.

Ces résultats notables ont été obtenus avec l'appui des partenaires techniques et financiers à qui j'adresse mes sincères remerciements. Il s'agit notamment de l'Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT), du Centre d'assistance technique du FMI (AFRITAC de l'Ouest), de la Coopération Internationale Allemande (GIZ) et de la Banque Africaine de Développement (BAD). Je voudrais particulièrement saluer l'appui des Experts internationaux et nationaux ainsi que les stagiaires ayant participé à l'élaboration de la nouvelle série depuis 2001 et à la rédaction de ce rapport.

Il me plaît de présenter mes félicitations et mes vœux d'encouragements aux cadres nationaux qui se sont considérablement investis à cette entreprise. En effet, sous la direction de M. BIAOU Abraham, Directeur des Statistiques et Etudes Economiques et la coordination de M. SESSEDE Charles, Chef du Service des Comptes Nationaux, aidés de MM. EDON A. Raoul et AHOKPOSSI Japhet et des stagiaires, ce rapport qui retrace les travaux entrepris depuis 2001 vient de paraître.

Les personnes ci-après : Mme KINSOU COUTHON Esther, MM. BANON Symphorien, OBOSSOU Hervé, SOKOU Samson, ADJOVI Roméo, FADO Alexis et ESSOUN Christophe se sont efficacement impliquées en dépit des conditions de travail parfois très difficiles.

Je ne saurais terminer cette liste sans rendre un grand hommage à Feu Pierre Credo EKUE, Ancien Directeur Général Adjoint de l'INSAE, qui a assuré pendant longtemps la lourde tâche de l'élaboration des comptes nationaux. Il a contribué en grande partie à la formation de l'élite actuelle et dont les travaux représentent le point de départ nécessaire pour la finalisation de ces travaux.

Ce rapport présente les résultats des comptes nationaux de 1999 à 2011. Il présente l'économie nationale de façon chiffrée notamment les flux de richesses créées durant chaque année, les utilisations de cette richesse pour satisfaire le marché intérieur et extérieur, et la répartition des revenus et des transferts entre les secteurs institutionnels débouchant sur la capacité ou les besoins de financement des différents secteurs intentionnels. De plus, le rapport examine l'impact des changements apportés par la nouvelle série sur la structure de l'économie et sur les indicateurs de surveillance multilatérale. Enfin, il propose une synthèse méthodologique ayant permis l'élaboration de l'année de base, des comptes définitifs et des comptes provisoires. Un document détaillé présentant les métadonnées à savoir les sources d'information et les méthodes de travail développées aux différentes étapes paraîtra. En attendant, j'invite les utilisateurs intéressés à visiter le site Web de l'INSAE (www.insae-bj.org) ou à se rapprocher de la Direction des Statistiques et Etudes Economiques (DSEE) de l'INSAE pour de plus amples informations.

Le Directeur Général de l'INSAE

Alexandre S. BIAOU

Sigles et Abréviations

AFRISTAT	Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne
APU	Administration Publique
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CCF	Consommation de Capital Fixe
CF	Consommation Finale
CI	Consommation Intermédiaire
CNA	Comptes Nationaux Annuels
DSF	Déclaration Statistique et Fiscale
CPC	Classification Centrale des Produits
ECENE	Enquête sur le Commerce Extérieur Non Enregistré
EMICOV	Enquête Modulaire Intégré sur les Conditions de Vie des Ménages
ENSI	Enquête Nationale sur le Secteur Informel
ERE	Equilibre Ressources Emplois
FBCF	Formation Brute de Capital Fixe
FMI	Fonds Monétaire International
INS	Institut National de la Statistique
MCS	Matrice de Comptabilité Sociale
NAEMA	Nomenclature d'Activités des Etats Membres d'AFRISTAT
NCA	Non Classé Ailleurs
ODAC	Organismes Divers d'Administration Centrale
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PIB	Produit Intérieur Brut
PPTE	Pays Pauvres Très Endettés
RGA/C	Recensement Général de l'Agriculture et du Cheptel
RGE2	Recensement Général des Entreprises, deuxième édition
RNB	Revenu National Brut
SCN	Système de Comptabilité Nationale
SIFIM	Service d'Intermédiation Financière Indirectement Mesuré
SF	Société Financière
SNF	Société Non Financière
TCEI	Tableau des Comptes Economiques Intégrés
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
TRE	Tableau des Ressources et des Emplois
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
VAB	Valeur Ajoutée Brute

Introduction

La version des comptes nationaux que l'INSAE publie dans ce document, marque un progrès important dans le développement de la comptabilité nationale au Bénin à travers ses efforts de mesure des performances de l'économie nationale.

L'économie nationale est un ensemble complexe de relations entre les individus et les institutions, portant sur des opérations qu'il convient d'apprécier afin d'en avoir une évaluation globale. L'utilisation de règles comptables simples et regroupant des opérations possédant une signification et une logique économique propre permet de schématiser l'activité des différents agents.

Outre le traitement informatique à l'aide du module ERETES, les données et tableaux présentés ici ont été structurés afin de mieux répondre aux attentes des utilisateurs.

La méthodologie d'élaboration des comptes nationaux du Bénin était jusque-là celle adoptée en 1985 et inspirée de la version 1968 du système de comptabilité nationale des Nations Unies (SCN68). Les besoins en matière de convergence au sein de la zone UEMOA ont conduit à apporter à partir de 2003, des modifications à cette méthodologie en vue d'une plus grande comparabilité des agrégats macroéconomiques des pays membres de l'Union. Ce qui a conduit à l'élaboration des « PIB plus comparables ».

S'agissant du SCN68, il a fait l'objet d'une profonde réforme sous les auspices des Nations Unies avec la collaboration du Fonds Monétaire International, de la Banque Mondiale et de l'OCDE. Ces réformes ont abouti à un système rénové, adopté en 1993 par le conseil économique et social de l'ONU et appelé Système de Comptabilité Nationale de 1993 (SCN93).

Le SCN93 a été construit selon les mêmes principes généraux que son prédécesseur, mais de nombreuses innovations se rapportant notamment aux concepts, aux nomenclatures, au système d'évaluation et à la structure comptable y ont été introduites.

L'INSAE a entrepris depuis 2001, la mise en œuvre du SCN93 en utilisant le module ERETES. Cet outil adapté au SCN93 permet de produire des comptes nationaux assez détaillés. Les travaux ainsi effectués, ont abouti à la production de comptes de types nouveaux comportant plus d'informations que les précédents et comportant :

- les équilibres ressources emplois par produit en valeur et en volume ;
- les comptes de branches en valeur et en volume ;
- un tableau de synthèse des ressources et des emplois (TRE) en valeur et en volume ;
- un tableau de synthèse des comptes économiques intégrés (TCEI) en valeur.

La nouvelle série a pour année de base l'année 2007. Les comptes publiés sont des données définitives sur douze années (1999 à 2010) et des données provisoires sur l'année 2011. L'agrégation des données est faite à partir des sources statistiques les plus exhaustives possibles et qui couvrent tous les domaines de l'économie nationale. Des efforts importants ont été déployés pour la collecte des données ainsi que pour le traitement et l'analyse des sources.

La présente publication s'articule autour de cinq chapitres.

Le premier chapitre analyse l'évolution de l'activité du point de vue de la production. Une attention particulière est portée sur la contribution du secteur informel à la création de la richesse nationale.

Le deuxième s'appesantit sur l'évolution et la structure des éléments de demande que sont la consommation finale, l'investissement et le commerce extérieur.

Le troisième chapitre porte sur l'analyse des opérations de répartition et l'utilisation du revenu. Il expose comment: (i) le revenu généré est réparti entre les salaires, les impôts et l'excédent brut d'exploitation (EBE); (ii) ces éléments sont ventilés entre les différents secteurs institutionnels; (iii) le revenu national disponible est utilisé; et (iv) le pays dégage une capacité ou un besoin de financement.

Le quatrième chapitre met l'accent sur l'impact de la révision sur l'ancienne série des comptes économiques.

Le dernier chapitre présente un bref résumé méthodologique, quelques spécificités de la comptabilité nationale et le contexte d'élaboration des présents comptes en particulier.

Par rapport au cadre central présenté par le SCN93, les travaux qui font l'objet de la présente publication, n'intègrent pas le compte financier et le compte de patrimoine. A ces limites, il convient d'ajouter pour l'heure que le service d'intermédiation financière indirectement mesuré est encore approché par imputation suivant les anciennes méthodes. Des efforts sont actuellement menés pour se conformer aux nouvelles exigences du SCN2008.

Chapitre 1. Evolution de l'activité économique

La comptabilité nationale résume la mesure de l'activité économique dans son agrégat le plus important dénommé « produit intérieur brut (PIB) ». Le contenu et aussi le niveau de cet agrégat est lié d'une part au système de comptabilité nationale (SCN) utilisé et d'autre part aux statistiques (enquêtes, recensements, données administratives, ...) disponibles sur les différents secteurs lors de son élaboration.

Malgré toutes les critiques aussi pertinentes que variées sur le PIB que n'aborde pas le présent document, c'est un agrégat qui donne un point de vue global sur l'activité économique dont il décrit l'évolution à travers ses variations mesurées à prix fixes d'une année¹ généralement appelé croissance économique ou croissance.

Ce chapitre se propose de décrire l'évolution de l'activité économique mesurée par la croissance du PIB au cours de la période 1999 à 2011 en retraçant les faits marquants qui ont caractérisés cette période. Les analyses se feront à la fois du point de vue globale que sectorielle.

I. Principales phases de l'activité économique

Sur la période 1999 à 2011, le PIB en volume du Bénin a progressé de 4,1% en moyenne annuelle. Toutefois, quatre phases marquent l'évolution de la croissance au cours de cette période.

La première phase allant de 2000 à 2005 est marquée par une chute progressive de la croissance qui est passé de 6,2% à 1,9%, le niveau le plus bas de croissance sur toute la période. Les forts taux de croissance observés entre 2000 et 2002 résultent essentiellement de l'impact des réformes enclenchées pour améliorer la situation économique du pays ainsi que les effets positifs de la dévaluation du franc CFA en 1994. Mais le déclin prononcé de l'activité économique sur l'ensemble de la sous période est en liaison entre autres avec (i) la politique commerciale restrictive imposée par le Nigéria sur les produits de réexportation en provenance du Bénin, (ii) la faible compétitivité du port de Cotonou due au faible rendement des secteurs secondaire et tertiaire, (iii) la politique prudente d'endettement de l'initiative PPTE et (iv) la crise de la filière coton qui chuté aussi de façon progressive sur cette sous période.

Après ce recul, l'activité économique est entrée dans une nouvelle phase d'expansion en 2006 (3,8%) pour atteindre un taux de croissance réel du PIB de 5,3% en 2007 et 4,9% en 2008. Cette performance peut s'expliquer par la restauration de la confiance au niveau des opérateurs économiques et de l'engagement des réformes au niveau du port de Cotonou, la

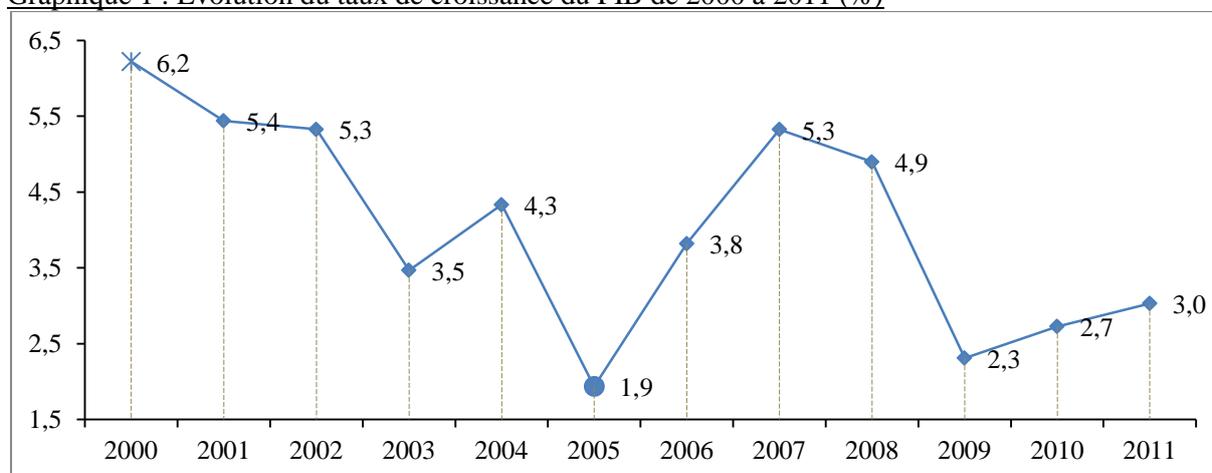
¹ 2007 dans le cas de cette publication

restructuration de certaines entreprises publiques (SONAPRA, SBEE, Bénin Télécoms SA, IBB, etc...). Le secteur tertiaire, notamment les activités de commerce, de transports et de télécommunications ont progressé de façon remarquable. Ainsi, le secteur des transports et télécommunications ont enregistré en 2008 une croissance de 33% marquée par l'installation d'un nouvel opérateur GSM (GLO), les efforts de l'Agence de régulation sur le contrôle des tarifs et l'engagement des réformes au Port Autonome de Cotonou visant la restauration de la confiance des opérateurs économiques

En 2009, le rythme de l'activité économique a reculé et la croissance s'est limitée à seulement 2,3%. Cette situation est principalement imputable aux effets combinés des crises alimentaire, énergétique et financière survenues au plan international et qui se sont succédées depuis 2007. La dépréciation du Naïra par rapport au franc CFA qui résulte des effets de ces crises ont plus affecté l'économie béninoise entraînant un ralentissement dans l'activité réexportation avec l'augmentation des stocks des commerçants qui ont dû supporter des coûts supplémentaires en raison des pertes de changes.

Entre 2010 et 2011, l'économie a repris progressivement et de façon modérée son souffle malgré les inondations intervenues dans le dernier trimestre de 2010 qui ont décimé une grande partie des récoltes agricoles et aussi les difficultés dans la mise en œuvre du programme d'investissements publics de l'Etat qui affecté la formation brute de capital fixe des APu.

Graphique 1 : Evolution du taux de croissance du PIB de 2000 à 2011 (%)

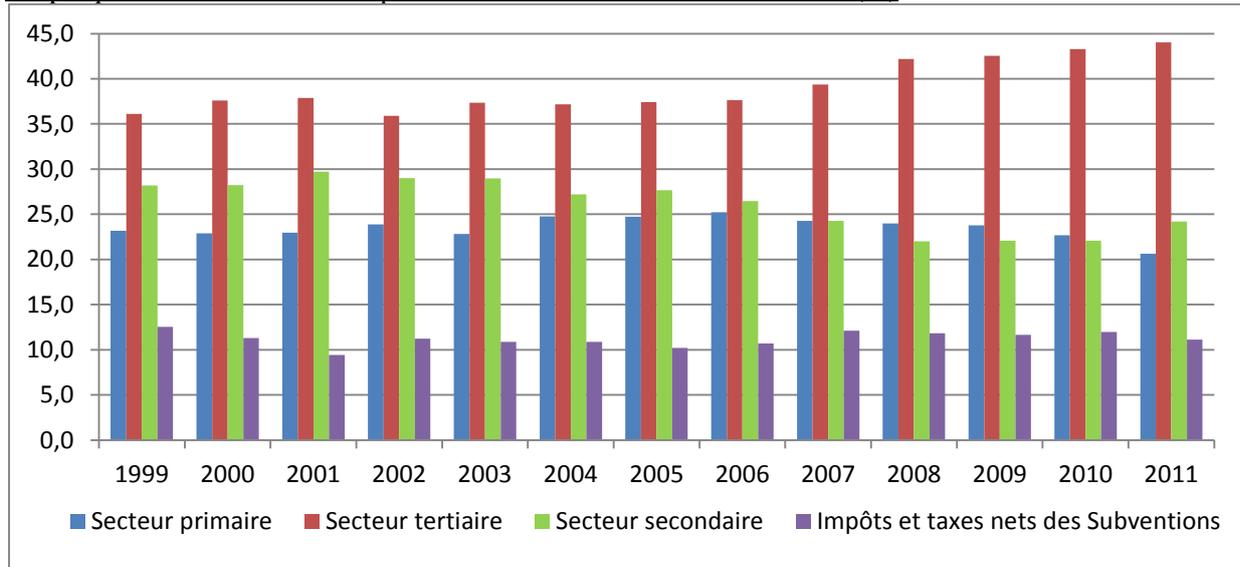


Source : SCN/DSEE/INSAE, décembre 2013

II. Evolution sectorielle de l'activité économique

La répartition sectorielle du produit intérieur brut (PIB) est presque stable sur la période. En effet, l'activité économique est dominée par le secteur tertiaire dont la part dans le PIB se situe autour de 40% en moyenne annuelle. Il est suivi par les secteurs secondaire (26%) et primaire (23%). Les impôts et taxes nets de subventions sur les produits représentent en moyenne 11% du PIB.

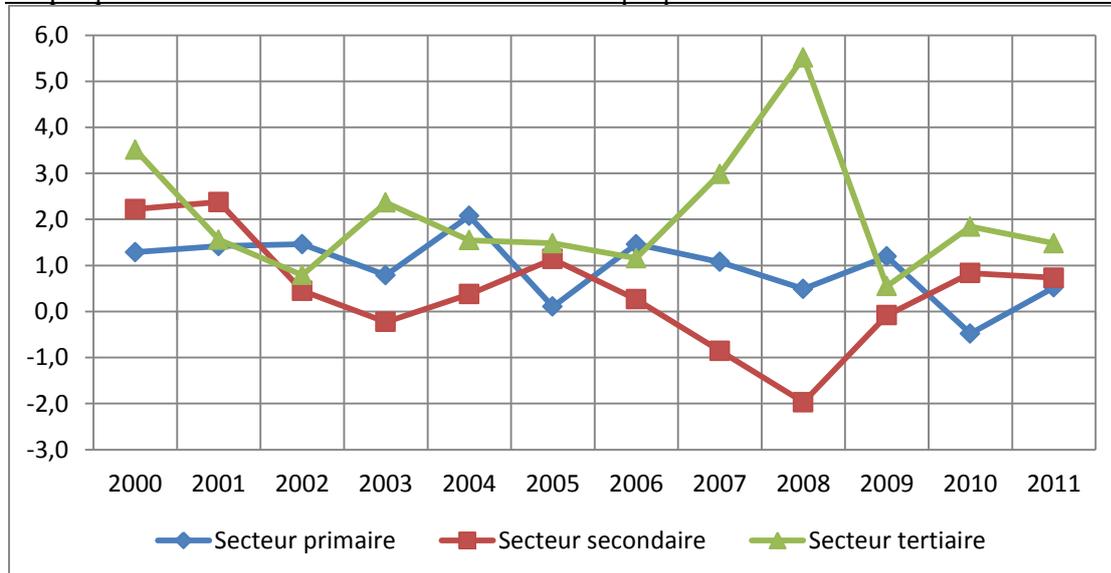
Graphique 2 : Structure du PIB par secteurs d'activités de 1999 à 2011 (%)



Source : SCN/DSEE/INSAE, décembre 2013

S'agissant de la croissance, le secteur tertiaire est également celui qui contribue le plus à la croissance économique avec en moyenne annuelle deux (2) points de pourcentage à la croissance, en liaison avec les secteurs de commerce, transports et télécommunications. Contrairement à son poids dans le PIB, le secteur secondaire arrive en dernière position (0,4 point) dans la contribution à la croissance. Le secteur primaire principalement l'agriculture contribue à environ 1 point à la croissance économique.

Graphique 3 : Contribution à la croissance économique par secteur d'activité de 2000 à 2011 (%)



Source : SCN/DSEE/INSAE, décembre 2013

La reconstitution de la série 1999-2011 a permis d'observer quelques ratios économiques. Le taux de valeur ajoutée informelle² (VA/PIB) s'est stabilisé en moyenne autour de 56% pendant toute la période 1999 à 2011. En revanche, le poids de la valeur ajoutée dans le PIB³ (VA/PIB) a été en moyenne annuelle de 89% sur la période.

Avec une moyenne annuelle de près de 57% sur la période, le secteur informel est celui qui contribue le plus à la formation de la richesse nationale. Toutefois, cette part est restée presque stable sur la période en dépit de quelques fluctuations.

Tableau 1 : Evolution de quelques ratios économiques (%)

Libellé	1999	2001	2007	2008	2009	2010	2011
CI/Production	42,3	42,8	44,3	45,3	45,7	46,1	42,5
VA/PIB	87,5	90,6	87,9	88,2	88,4	88,0	88,9
VA informelle/PIB	56,2	58,4	59,3	57,2	57,3	54,0	54,2

Source : SCN/DSEE/INSAE, décembre 2013

A. Secteur primaire

Le secteur primaire est le second moteur de la croissance économique, dominé par le sous-secteur agricole. Il faut, toutefois, souligner que ce secteur reste exposé aux perturbations climatiques qui s'exacerbent avec une faible maîtrise de l'eau.

L'analyse de ce secteur par branche d'activité révèle qu'il est dominé par l'agriculture (notamment l'agriculture vivrière) qui représente en moyenne 71% de la valeur ajoutée au cours de la période 1999 à 2011. Les branches « élevage et chasse » et « pêche, sylviculture et exploitation forestière » ont presque la même part (15%) dans la valeur ajoutée du primaire.

Cependant, la structure du sous-secteur agricole évolue en dents de scies car celui-ci est caractérisé par une production essentiellement pluviale (maïs, igname, manioc, etc.) et le coton. Les bonnes performances enregistrées en 2003 se traduisent par la bonne tenue de la filière coton (campagne cotonnière marquée par une forte production) et les différentes réformes engagées. Toutefois, au cours de ces trois dernières années, la production de coton a été en recul en relation avec la chute des prix sur le marché mondial, la désaffection des producteurs et les difficultés internes liées à la gestion de la filière.

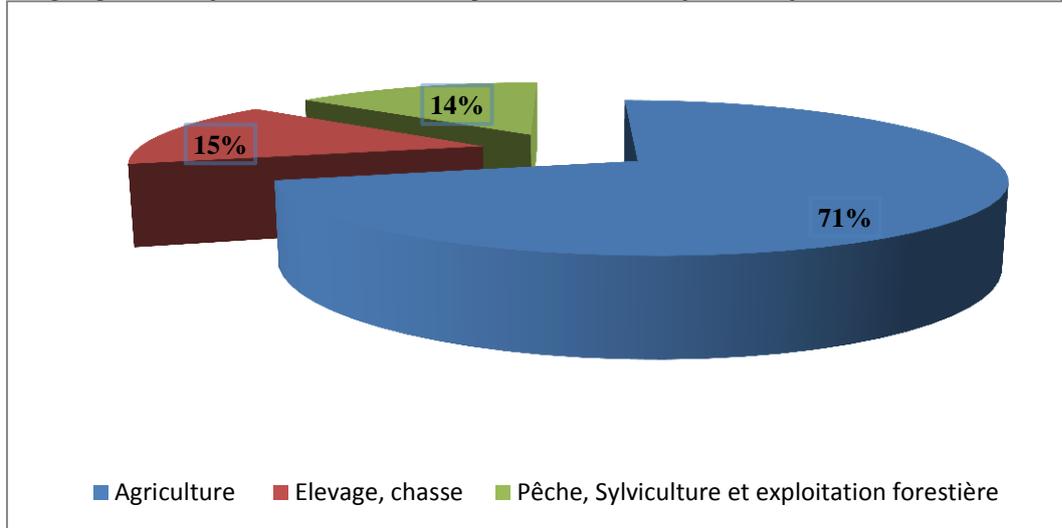
Tout en étant relativement développé, l'élevage, essentiellement pratiqué dans le nord du pays, demeure insuffisant pour faire face à la demande. Le secteur est soumis à la très forte concurrence des importations de produits congelés en provenance des pays de l'Union Européenne (UE).

La pêche, pratiquée pour les trois quarts en eau douce, est essentiellement artisanale. Elle représente moins de 2 % du PIB et ne fournit que la moitié de la demande intérieure.

² Taux de valeur ajoutée = 1-CI/Production

³ Poids de la VA dans le PIB = 1- Impôts nets de subvention/PIB

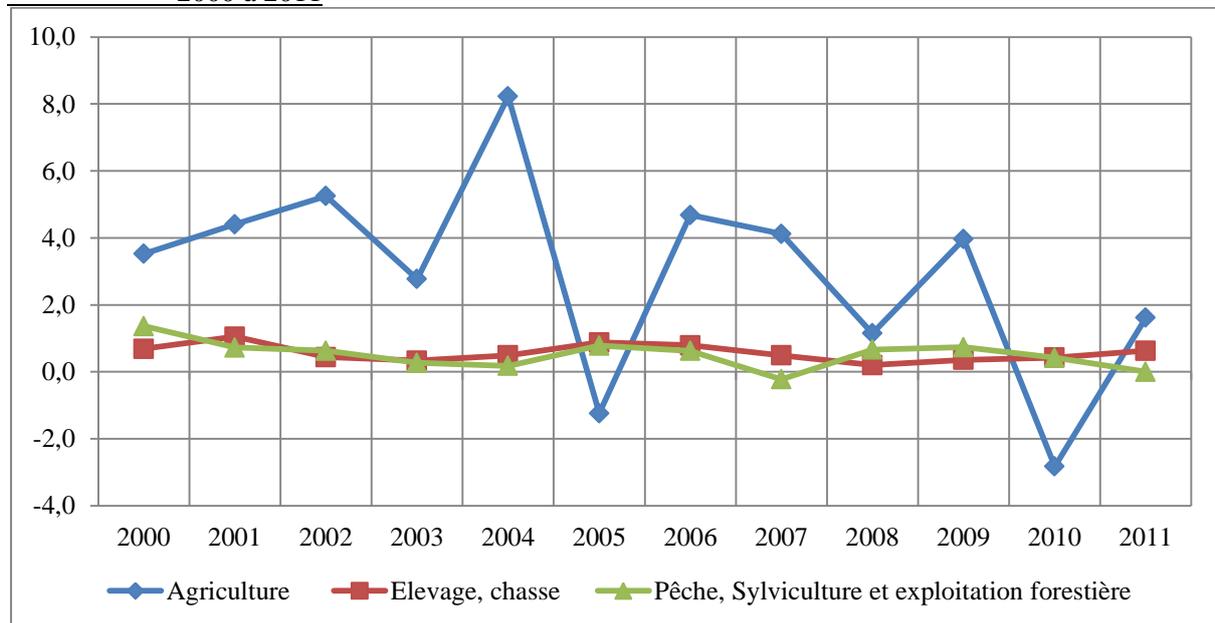
Graphique 4 : Répartition de la valeur ajoutée du secteur primaire par branche d'activité (%)



Source : SCN/DSEE/INSAE, décembre 2013

En termes de vitesse, l'agriculture tire la croissance du secteur primaire avec plus de 3 points de pourcentage en dépit de fortes fluctuations imputable aux aléas climatiques. Les sous – secteurs « élevage et chasse » et « pêche, sylviculture et exploitation forestière » contribuent équitablement à la croissance du primaire (0,6 point en moyenne annuelle).

Graphique 5 : Contribution des branches du secteur primaire à la croissance économique de 2000 à 2011



Source : SCN/DSEE/INSAE, décembre 2013

B. Secteur secondaire

Le secteur secondaire est le maillon faible de l'économie béninoise à cause du caractère embryonnaire et persistant du tissu industriel.

En dépit des différentes réformes entreprises depuis 1990 pour améliorer le cadre institutionnel, ce secteur ne bénéficie pas encore du dynamisme nécessaire pour occuper la place qui est la sienne dans le processus du développement du pays.

Les privatisations et restructurations d'entreprises industrielles qui ont démarré vers la fin de l'ère révolutionnaire (1989) se sont poursuivies, et le portefeuille de l'Etat se réduit progressivement. Cependant, l'industrie béninoise continue de chercher ses marques et l'intégration de l'industrie à l'économie reste marginale puisqu'elle demeure orientée vers la valorisation des produits d'exportation (égrenage du coton). Depuis la fermeture du Projet Pétrolier de Sèmè en 1999, le Bénin ne produit plus le pétrole brut et son secteur industriel est constitué d'une poignée d'industries manufacturières et d'énergie. L'agro-industrie qui n'est rien d'autre que la transformation artisanale souffre cruellement de manque d'équipements et ne produit pas à grande échelle.

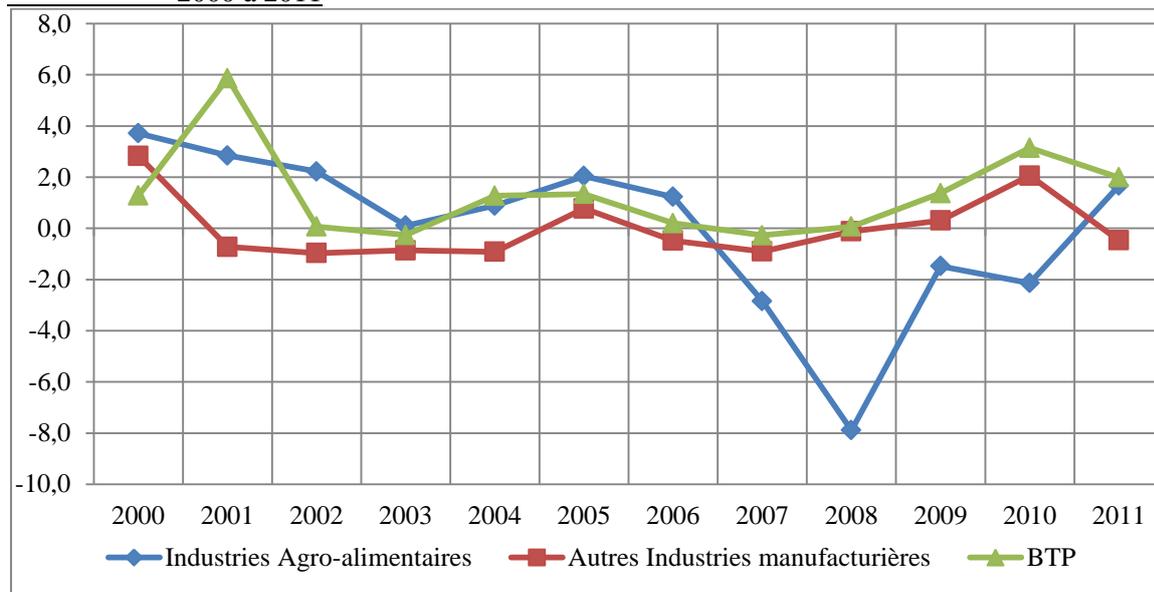
Le secteur secondaire est essentiellement dominée par les branches « industries agro-alimentaires », « BTP » et « autres industries manufacturières ». Les contributions de ces différentes branches n'ont pas été homogènes sur la période 1999 à 2011.

De 2000 à 2006, les industries agro-alimentaires suivies des BTP ont apporté une réelle impulsion à la croissance du secteur.

A partir de 2007, on observe un ralentissement de l'activité au niveau des industries agro-alimentaires. Malgré son poids le plus important avec en moyenne 40% au cours de la période, les industries agro-alimentaires ont une contribution presque nulle à la croissance du secteur en relation avec les fluctuations des produits agricoles et le caractère artisanal de l'activité.

La croissance du secteur est désormais soutenue par la branche BTP dont la production s'est accrue suite aux grands travaux de construction initiés par l'Etat. Avec un poids d'environ 23% en 1999, la part des BTP dans le secteur secondaire a progressé pour atteindre environ 30% en 2011. Elle a la plus forte contribution à la croissance du secteur (1,3 point en moyenne).

Graphique 6 : Contribution des branches du secteur secondaire à la croissance économique de 2000 à 2011



Source : SCN/DSEE/INSAE, décembre 2013

C. Secteur tertiaire marchand et non marchand

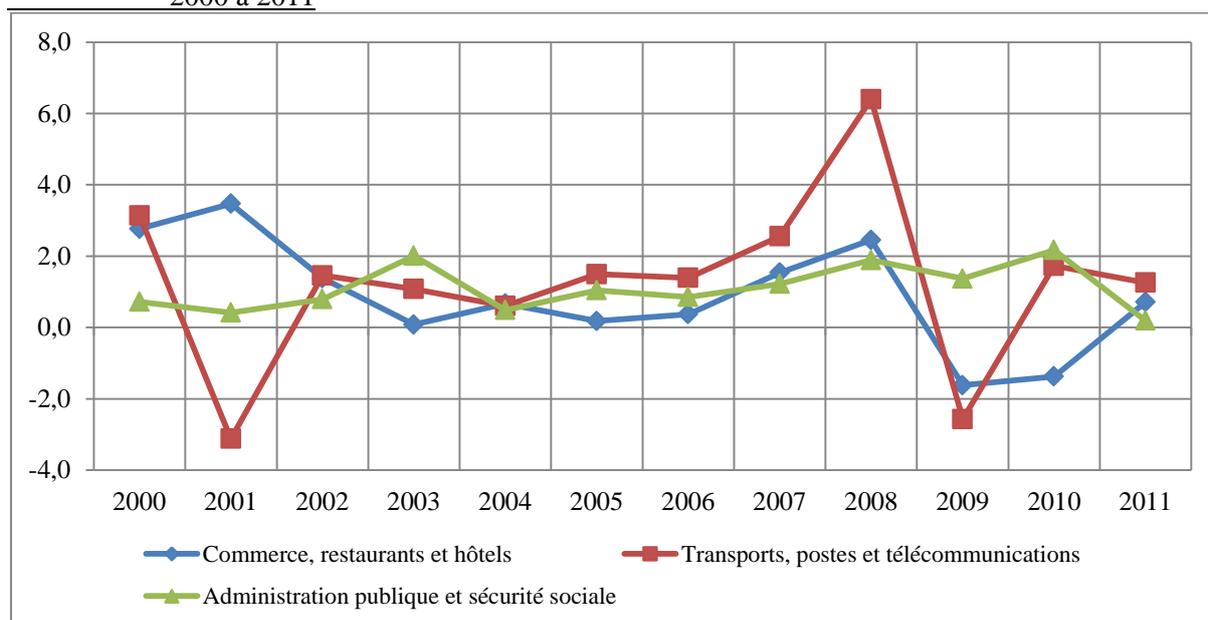
Le secteur des services comprend le transport et télécommunication, le commerce, les autres services marchands (financiers, assurance, immobilier) et les services non marchands des administrations publiques. Il est celui qui explique le plus la croissance économique.

Ce secteur repose principalement sur le transport, les postes et télécommunications qui contribuent le plus à la croissance du secteur en atteignant un pic de 6,4 points en 2008. Cette performance est relative à l'amélioration de la compétitivité du Port Autonome de Cotonou (PAC) grâce aux différentes réformes qui y sont engagées et au renforcement des relations de coopération avec le Nigéria, principal destinataire du commerce de réexportation. A cela, il faut ajouter les réformes engagées dans le domaine des télécommunications principalement les GSM.

Les performances de la branche transport se répercutent sur le commerce, en particulier, sur le commerce de réexportation avec le Nigeria et les activités de transit vers les pays de l'hinterland. Ceci fait des activités commerciales, l'un des moteurs de la croissance du secteur tertiaire.

Les activités non marchandes de l'administration publique représentent le deuxième pourvoyeur de croissance dans le secteur des services avec une contribution stable autour de 1,1 point au cours de la période.

Graphique 7: Contribution des branches du secteur tertiaire à la croissance économique de 2000 à 2011



Source : SCN/DSEE/INSAE, décembre 2013

D. Le secteur informel

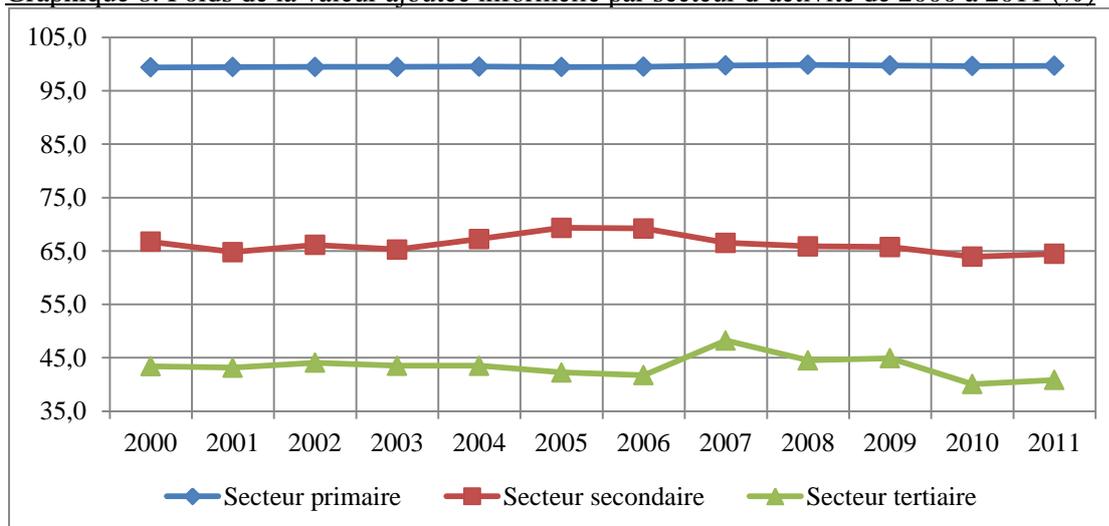
Le secteur informel regroupe les activités de production des unités qui ne remplissent pas un document comptable formel et/ou ne disposent pas d'un numéro d'enregistrement (numéro contribuable ou statistique).

Le secteur informel contribue pour près de 57% au PIB. Hors agriculture, le secteur informel ne constitue plus qu'environ 38% du PIB.

L'agriculture vivrière, principale activité de ce secteur a représenté en moyenne près de 29% du PIB informel. Elle est suivie par les branches des industries agro-alimentaires (15%) et le commerce, hôtels et restaurants (13%).

Le secteur informel représente en moyenne 99,6% du PIB dans le secteur primaire, 66,2% dans le secondaire et 43,3% dans le tertiaire.

Graphique 8: Poids de la valeur ajoutée informelle par secteur d'activité de 2000 à 2011 (%)



Source : SCN/DSEE/INSAE, décembre 2013

Chapitre 2. Emplois du PIB

Les emplois du PIB sont constitués, (i) des consommations finales, (ii) de la formation brute de capital fixe, (iii) des variations de stock et (iv) des exportations.

Sur la période 1999 à 2011, les dépenses de consommations finales représentent le principal moteur de croissance (contribution de 3 points 6 à la croissance) suivi des investissements (1,1 points de contribution à la croissance).

I. Consommation finale

Avec un poids moyen annuel de 89,5% du PIB, la consommation finale représente la principale composante des emplois du produit intérieur brut. Elle contribue pour 3,6 points à la croissance moyenne annuelle de 4,1% du PIB obtenue sur la période 1999-2011.

A. Consommation finale privée

La consommation finale est constituée en grande partie de la consommation finale des ménages ou consommation privée, qui représente en moyenne 75,5% du PIB. Elle constitue le principal moteur de la croissance économique. Sa contribution moyenne au PIB sur la période 1999-2011 est de 2,6 points.

Les « produits alimentaires et boissons non alcoolisées », (voir tableau ci-dessous) représentent la plus grande composante (49,4% en moyenne) des dépenses de consommation finale des ménages tandis que l'éducation en est la plus faible (1,0% en moyenne).

Les dépenses de « logements, eau, électricité, gaz et autres combustibles » représente le deuxième poste de dépenses de consommations finale des ménages légèrement au dessus des dépenses liées à la fonction « restaurants et hôtels » (10,7% en moyenne pour les « logements... » et 10,3% en moyenne pour les « restaurants et hôtels »). 56,0% en moyenne de la fonction « logements,... » est constituée de dépenses fictives. En effet, à la différence de l'ancienne série des comptes nationaux qui n'intègre pas une estimation des dépenses de loyers pour les propriétaires occupant leurs propres logements, la nouvelle série intègre une estimation de ce service que les ménages auto consomment en se basant sur les données du troisième recensement général de la population et de l'habitation (RGPH3) de 2002 et des enquêtes EMICOV. C'est une recommandation du SCN93 qui est aussi prise en compte pour l'analyse de la pauvreté.

Les achats nets à l'étranger représentent la différence entre les dépenses à l'étranger des ménages résidents et les dépenses sur le territoire économique national des ménages non résidents. Le signe négatif souligne simplement que plus de ménages non résidents dépensent sur le territoire économique national que n'en font les ménages résidents au Bénin à l'étranger.

Le poids des « télécommunications » évolue de façon croissante, ce qui montre la place de ce service dans les dépenses de consommation finale des ménages. ce poids était inférieur en 2007 aux fonctions « santé », « ameublement, équipement ménager et entretien courant de la

maison » et «boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants », mais en 2010 elle les dépasse déjà toutes. En effet, les télécommunications représentaient en 2007 le 10^{ième} poste de dépenses des ménages mais déjà en 2009 et 2010 elle se positionne en 6^{ième} position sur les 13 fonctions considérées.

Tableau 2: Structure des dépenses de consommation finale des ménages

Fonctions de consommations	2007	2008	2009	2010
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	48,5	50,5	50,0	48,6
Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants	3,0	3,1	3,2	3,3
Articles d'habillement et articles chaussants	5,4	4,8	4,6	4,6
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	11,0	10,5	10,5	10,7
Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison	3,2	2,9	3,0	2,9
Santé	2,7	2,6	2,1	2,1
Transports	9,1	8,7	8,2	8,7
Télécommunications	2,5	3,1	3,4	4,0
Loisirs et culture	1,4	1,5	1,4	1,4
Education	0,9	1,0	1,1	1,1
Restaurants et hôtels	10,8	9,9	10,2	10,4
Autres biens et services	3,5	3,4	3,4	3,4
Achats nets à l'étranger	-2,2	-1,9	-0,9	-1,1
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : SCN/DSEE/INSAE, décembre 2013

B. Consommation finale des administrations publiques et des ISBLsm

Les dépenses de consommation finale des administrations publiques et des Institutions sans but lucratif au service des ménages, représentent 13,9% du PIB et contribuent pour 1,1 point à la croissance moyenne du PIB entre 1999 et 2011.

Concernant la CF des APu, elle est constituée essentiellement des dépenses des APu dans le cadre du fonctionnement des services des administrations publiques (salaires et frais de fonctionnements,...) suivies de leurs dépenses en matière de l'éducation. La plus forte contribution de la CF des APu à la croissance économique est observée en 2008 qui correspond à l'année de reversement de près de dix-neuf mille (19 000) agents dont quinze mille (15 000) enseignants dans la fonction publique.

Du côté des ISBLsm, ce sont les services de santé suivi des services d'assainissement qui prédominent dans leurs dépenses de consommation finale.

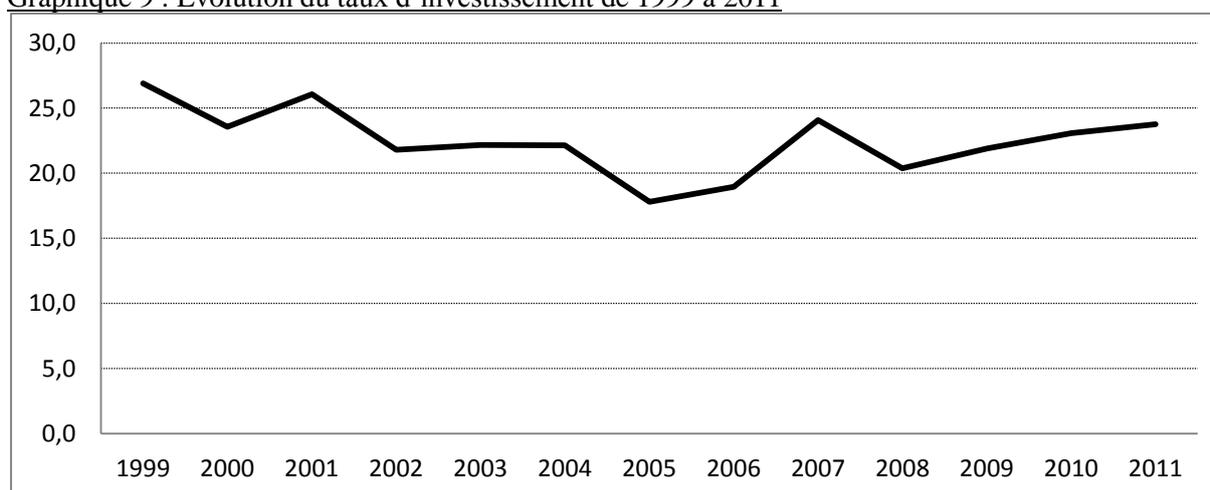
Tableau 3: Structure de consommation finale des APu et des ISBLsm

	2007	2008	2009	2010
<i>Services de l'administration</i>	62,3	63,7	63,0	61,7
<i>Services de sécurité sociale</i>	1,6	1,0	0,9	0,9
<i>Services de l'éducation</i>	29,0	28,7	28,9	29,8
<i>Services de santé</i>	6,2	5,7	6,4	6,8
<i>Services récréatifs, culturels et sportifs</i>	0,9	0,9	0,8	0,9
Consommation finale des APu	100,0	100,0	100,0	100,0
<i>Services de l'éducation</i>	11,8	12,9	12,9	12,9
<i>Services de santé</i>	29,1	26,1	26,2	26,4
<i>Services d'assainis. voirie et gestion des déchets</i>	28,0	26,5	26,5	26,2
<i>Services fournis par organisations associatives</i>	26,8	25,1	25,1	24,9
<i>Services récréatifs, culturels et sportifs</i>	4,4	9,5	9,4	9,5
Consommation finale des ISBLsm	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : SCN/DSEE/INSAE, décembre 2013

II. Formation brute de capital fixe

Sur la période 1999-2011, le taux d'investissement présente deux phases (figure ci-dessous) : une première phase de baisse progressive allant de 1999 à 2005 et une deuxième phase de reprise qui commence en 2006 avec le changement de régime. Les mesures prises par le Gouvernement pour faciliter les importations des matériaux et matériels de constructions, dans le cadre de l'organisation de la CEN-SAD, ont boosté ce taux d'investissement en 2007. En cette année, l'investissement a progressé de 25,4%, un record sur toute la période, et les produits qui ont favorisé cette hausse exceptionnelle sont les machines et matériels de transport (17,1 points) et les travaux de construction et de génie civil (6,9 points).

Graphique 9 : Evolution du taux d'investissement de 1999 à 2011

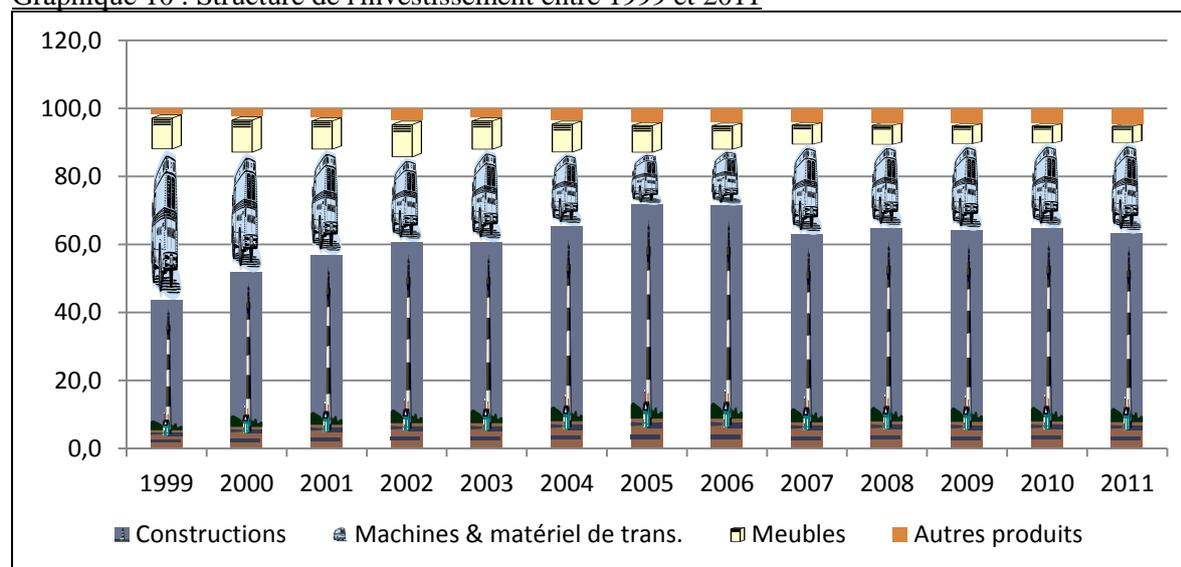
Source : SCN/DSEE/INSAE, décembre 2013

L'investissement ou la formation brute de capital est constitué de deux groupes d'opérations : la formation brute de capital fixe (FBCF) et les variations de stocks (VS). La FBCF quant à elle est constituée de plusieurs produits dont les machines et matériels de transport, les travaux de constructions et génie civil, les meubles, les licences de logiciels, les originaux des œuvres d'art, les produits d'élevage destinés à la production (vaches, chèvres, poules,...), les plantations destinées à la production (anacardières, orangers, manguiers, ...). En 2007, le total de la FBCF est évalué à 639,1 milliards de FCFA. Sur la période 1999-2011, les produits de construction représentent le plus grand poids des investissements (61,7%) suivis des machines et matériels de construction (26,4%). Le produit ayant le poids le plus faible sur la période est la recherche pétrolière (0,4%).

Sur la période 2006-2011, les principales réalisations expliquant l'évolution sont :

- les travaux de réhabilitations de l'aéroport international Bernadin Cardinal Gantin de Cotonou et la construction d'immeubles pour le besoin de l'organisation de la CEN-SAD ;
- les travaux de construction des passages à niveau supérieur de Houéyiho, Ganhito, de l'échangeur de Godomey ;
- les travaux de construction de l'aéroport de Tourou ;
- les travaux de lutte contre l'érosion côtière ;
- l'acquisition en 2009 d'une turbine à Gaz ;
- le programme de mécanisation agricole ;
- l'organisation du cinquantenaire de l'indépendance en 2010 et des autres fêtes d'indépendances de façon tournante dans les chefs-lieux des six anciens départements.

Graphique 10 : Structure de l'investissement entre 1999 et 2011



Source : SCN/DSEE/INSAE, décembre 2013

III. Exportation nettes de biens et services

Les échanges extérieurs sont composés des exportations et des importations de biens et services. Sur la période 1999-2011, les exportations ont progressé à un rythme moyen annuel de 2,8% plus faible que celui des importations qui ont progressé à un rythme annuel moyen de 4,0%. La balance commerciale est structurellement déficitaire sur toute la période et se situe en moyenne à 12,0% du PIB. Par contre, la balance des services reste excédentaire sur toute la période et égale à 1,2% du PIB.

Cette situation de la balance des services est imputable au fait que les services importés ont fait l'objet d'un retraitement en raison de la correction CAF/FAB. D'après ce principe, contrairement à la valorisation FAB (franco à bord) des importations considérées pour l'élaboration de la balance des paiements le fret et les assurances isolées sont rattachées aux biens et de ce fait dégrade la balance des biens au profit de la balance des services.

Tableau 3 bis : Evolution du commerce extérieur de 1999 à 2011

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011*
Exportations	392,3	386,7	399,8	429,8	430,9	449,5	479,7	498,2	646,2	730,0	682,7	821,2	779,4
Exportations de biens	306,5	304,0	311,9	339,6	341,2	345,1	384,7	392,8	508,0	578,9	555,2	654,4	598,1
Exportations de Services	85,7	82,7	87,8	90,1	89,7	104,4	95,1	105,5	138,3	151,1	127,5	166,8	181,4
Importations	678,7	637,5	725,5	666,3	675,0	658,1	681,2	761,6	1007,6	1074,6	1083,4	1270,4	1209,2
Importations de biens	621,2	577,2	644,5	593,9	610,7	588,6	618,0	684,9	919,6	975,9	970,1	1147,7	1104,5
Importations de services	57,5	60,3	81,0	72,4	64,3	69,5	63,2	76,6	88,0	98,7	113,3	122,8	104,7
Exportations nettes	-286,4	-250,8	-325,7	-236,5	-244,1	-208,6	-201,5	-263,4	-361,4	-344,6	-400,7	-449,2	-429,8

Source : SCN/DSEE/INSAE, décembre 2013 ; (*) provisoires

Chapitre 3. Répartition et utilisation du revenu

Ce chapitre présente les principaux résultats des secteurs institutionnels allant de la création de la richesse au financement de l'économie. L'analyse menée couvre essentiellement la période 2007-2010 où les tableaux des comptes des secteurs institutionnels (TCEI) ont été élaborés. Les principaux résultats montrent que la richesse est principalement créée par les secteurs des ménages et des entrepreneurs individuels suivis par les sociétés. Ces ménages utilisent moins de produits intermédiaires que les sociétés financières et non financières et conservent essentiellement leur valeur ajoutée sous forme de revenu mixte. Des revenus et transferts s'ajoutent à ce revenu mixte pour déterminer le revenu disponible. Pour les administrations publiques et les administrations de sécurité sociale (APu), ces transferts sont essentiellement composés d'impôts et taxes et de cotisations sociales. Tous les secteurs dégagent une épargne positive. Pour les APu et les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), cet excédent de revenu traduit un autofinancement de la consommation finale, dont une partie est transférée au ménage au titre des dépenses de santé, d'éducation ou d'autres biens et services individualisables. Par contre, l'épargne des APu combinée aux transferts en capital reçus et essentiellement constitués de remise de dette du reste du monde (RDM) est insuffisante pour financer ses investissements. Il en est de même des sociétés non financière qui présentent un besoin de financement structurel.

I. Fiscalité et autres prélèvements obligatoires

En moyenne 16,1% de la richesse annuelle créée sur la période 2007-2010 est reversée à l'Etat sous forme d'impôts⁴. Quand on exclut la branche « agriculture » (hors élevage, pêche et forêt) qui apparaît moins imposée on obtient une moyenne de 19,4% proche des un cinquième du produit intérieur hors agriculture.

Dans la même catégorie des prélèvements mais pour un but différent, la prise en compte des cotisations sociales relève le ratio des prélèvements obligatoires à une moyenne de 21,8% par rapport au PIB hors agriculture.

Le ratio des cotisations sociales par rapport au PIB hors agriculture est en baisse à partir de 2009, montrant une contraction des salaires qui peut s'expliquer par les départs en retraite dans la fonction publique.

Dans la catégorie des impôts, les impôts sur le capital sont les plus faibles. Il s'agit d'une forme d'impôts encore faible au Bénin constituée en grande partie des droits de mutation de propriétés.

⁴ Ce taux est plus important si les subventions de l'Etat ne sont pas prises en compte

Tableau 4 : Principaux indicateurs liés à la fiscalité (milliards de FCFA sauf indication contraire)

Rubriques	2007	2008	2009	2010
Impôts sur la production et les importations nettes des subventions	361	409	418	441
Impôts courants sur les revenus et le capital	94	98	106	122
Impôts sur le capital	6	8	7	7
Recettes fiscales nettes des subventions	460	515	531	570
Contributions sociales	59	65	64	65
Prélèvements obligatoires nets de subventions	519	580	596	636
Taux de pression fiscale (% du PIB)	16,1	16,1	15,8	16,5
<i>Taux de pression fiscale (% du PIBha)</i>	<i>19,5</i>	<i>19,5</i>	<i>19,1</i>	<i>19,6</i>
Taux de prélèvements sociaux (% du PIB)	2,1	2,0	1,9	1,9
<i>Taux de prélèvements sociaux (% du PIBha)</i>	<i>2,5</i>	<i>2,5</i>	<i>2,3</i>	<i>2,2</i>
Taux des prélèvements obligatoires (% du PIB)	18,2	18,1	17,8	18,4
<i>Taux des prélèvements obligatoires (% du PIBha)</i>	<i>22,0</i>	<i>22,0</i>	<i>21,4</i>	<i>21,8</i>
Produit intérieur brut (PIB)	2 861	3 194	3 351	3 462
PIB hors Agriculture (PIBha)	2 359	2 637	2 781	2 917

Source : SCN/DSEE/INSAE, décembre 2013

II. Formation du revenu national disponible

A. Partage de la valeur ajoutée

Le processus de la formation du revenu commence par la création de la richesse (valeur ajoutée). Les ménages et les entrepreneurs individuels (EI) représentent le principal secteur créateur de richesse. Leur part dans le PIB décroît de 61,2% (en 2007) à 55,7% (en 2010), traduisant une tendance à la formalisation de l'économie. La part des sociétés non financières (SNF) dans le PIB a connu une évolution erratique sur la période et est passée de 15,9% en 2007 à 17,2% en 2010. La part des sociétés financières (SF) et celle du poids des APU dans le PIB ont connu la même tendance sur la période. Cette tendance est marquée par une croissance de 2007 à 2010.

Tableau 5 : Poids (%) des secteurs dans le PIB

	2007	2008	2009	2010
Sociétés non financières	15,9	17,8	15,8	17,2
Sociétés financières	1,6	1,9	2,8	2,8
Administrations publiques et de sécurité sociale	10,4	11,2	12,7	13,6
Ménages et entrepreneurs individuelles	61,2	58,4	58,3	55,7
Institutions sans but lucratifs au service des ménages	0,2	0,3	0,3	0,3
Service d'intermédiation financière indirectement mesurée	-1,4	-1,5	-1,5	-1,5
Impôts nets sur les produits	12,1	11,8	11,6	12,0
PIB	100	100	100	100

Source : SCN/DSEE/INSAE, décembre 2013

En moyenne, 21% du PIB sont consacrés au paiement des salaires et cotisations sociales au bénéfice des employés. Les contributions sociales effectives supportées par les entreprises sont en baisse passant 12% à 10% des salaires déclarés (8% à 7% de l'ensemble des salaires). L'ajout des cotisations sociales imputées aux cotisations effectives relève ce taux tout en gardant la tendance baissière de 16% à 12% des salaires déclarés (11% à 9% de l'ensemble des salaires). Le PIB permet aussi de rémunérer les autres facteurs de production détenus par les investisseurs (excédent brut d'exploitation) et employeurs individuels (revenu mixte des ménages) pour 66% et l'Etat pour 11% (les impôts sur la production).

La part de la valeur ajoutée consacrée par les SNF à la rémunération des salariés baisse de 51% à 40% alors que la part de l'EBE a progressé passant de 47% en 2007 à 56% en 2010. La part des autres impôts sur la production dans la valeur ajoutée de SNF a aussi progressé passant de 2% à 4% après un pic de 5% en 2008. Ce secteur enregistre les plus forts taux de cotisation sociale effective de 13% à 15%. Le taux cotisation se situe à 16% avec un pic de 18% en 2008.

La part de la valeur ajoutée consacrée par les SF à la rémunération des salariés baisse de 50% à 29% alors que la part de l'EBE progresse de 45% à 70%. La part des autres impôts sur la production dans la valeur ajoutée de SNF chute de 5% à 1%. Le taux de cotisation sociale effective passe de 13% à 11%. La prise en compte des cotisations sociales imputées fait passer ce taux de 18% à 15%.

La valeur ajoutée des APu est essentiellement composée de la rémunération des salariés dont la part progresse de 58% à 62%. L'EBE des APu représente leur consommation de capital fixe (CCF) dont la part dans la valeur ajoutée baisse de 43% à 38%. Le taux de cotisation sociale effective passe de 10% à 7%. Le taux cotisation passe de 14% à 10%.

La valeur ajoutée des ménages et EI est essentiellement destinée au revenu mixte dont la part y est de 90%. 10% de la valeur ajoutée est versé sous forme de rémunération essentiellement non déclarées aux employés (voir Annexe pour les tableaux).

B. Affectation des revenus primaires

La rémunération des salariés versée par les secteurs est essentiellement reçue par les ménages et les impôts et taxes payés sont reçus par les APu. Une infime partie des salaires payés est versé au reste du monde pour la rémunération des travailleurs saisonniers ou transfrontaliers de même pour les impôts, les prélèvements communautaires versés à la CEDEAO et à l'UEMOA sont considérés comme impôts versé au reste du monde.

Les revenus de la propriété sont reçus et versés par tous les secteurs institutionnels. Au niveau de l'économie nationale, les revenus reçus sont inférieurs à ceux versés. Les plus grands déficits sont enregistrés par les SNF et correspondent au paiement des intérêts. Ainsi, dans l'ensemble, les revenus de la propriété réduisent le revenu disponible des secteurs institutionnels à l'exception de celui des APu.

Tableau 6 : Revenus de la propriété nets (milliards de FCFA)

	2007	2008	2009	2010
Sociétés non financiers	-36	-58	-71	-99
Sociétés financières	40	45	49	56
Administrations publiques et de sécurité sociale	3	9	3	14
Ménages et entrepreneurs individuelles	-9	-8	-8	-6
Institutions sans but lucratifs au service des ménages	0	0	0	0
Ensemble	-2	-11	-27	-35

Source : SCN/DSEE/INSAE, décembre 2013

Les SF versent près du tiers des intérêts aux SF (32%), aux APu (30%), aux ménages (18%) et aux SF (13%). Les SF reçoivent près des trois quarts des intérêts versés par les SNF (46%), les ménages (22%), le RDM (16%), les SF (12%) et les APu (4%). Les intérêts payés par les APu sont essentiellement destinés au RDM et ceux payés par le RDM rémunèrent les dépôts et prêts des SF. Les ajustements pour service bancaires imputés ou services d'intermédiation financière indirectement mesuré (SIFIM) représentent une partie de la production des SF non déduite des coûts de production des entreprises.

Les revenus distribués par les entreprises (dividendes) sont essentiellement payés par les SNF au RDM (64%), aux APu(18%), aux SNF (12%) et aux SF (4%).

C. Transferts courants entre secteurs

Les transferts courants entre les secteurs institutionnels comprennent les Impôts courants sur les revenus et le capital, les Contributions sociales, les Prestations sociales autres qu'en nature et les Autres transferts courants. Dans l'ensemble, l'économie nationale reçoit plus de transferts courant qu'elle n'en verse. Ce solde positif se réduit au fil des années. Cette baisse progressive s'aligne sur la tendance globale chez les ménages qui ont enregistré une baisse progressive de leurs ressources en transferts issus du reste du monde en raison des crises répétées dans les pays occidentaux et notamment l'Union européenne.

Tableau 7: Transferts courants nets (milliards de FCFA)

	2007	2008	2009	2010
Sociétés non financiers	-50	-53	-52	-63
Sociétés financiers	-5	-6	-8	-9
Administrations publiques et de sécurité sociale	71	68	86	83
Ménages et entrepreneurs individuelles	87	72	41	48
Institutions sans but lucratifs au service des ménages	19	21	16	18
Ensemble	121	102	82	78

Source : SCN/DSEE/INSAE, décembre 2013

Sur la période 2007-2010, les revenus disponibles de l'économie ont progressé à un taux moyen annuel de 5,7% inférieur au taux de croissance annuelle moyen du PIB courant

(6,6%). La croissance moyenne annuelle la plus forte est celle du secteur des SF (69,9%) suivi du secteur des SNF (15,7%). Le secteur des ménages et des entreprises individuelles progresse à un rythme moyen annuel de 3,9%. Cette croissance qui place le secteur des ménages et entreprises individuelles au dernier rang, s'explique par les flambées de prix en 2008 suivie de la baisse drastique des transferts des migrants en 2009 et de la destruction des cultures agricoles dues aux inondations de fin d'année 2010. Les ménages sont apparemment les plus fragiles et qui ont donc le plus souffert de cette situation tandis que la situation semble le plus profiter aux SF qui ont enregistré la plus forte croissance de revenus disponibles nominaux.

Tableau 8: Revenus disponibles

	2007	2008	2009	2010
Sociétés non financiers	126	206	167	171
Sociétés financiers	15	22	55	62
Administrations publiques et de sécurité sociale	556	619	672	714
Ménages et entrepreneurs individuelles	2 252	2 400	2 479	2 527
Institutions sans but lucratifs au service des ménages	23	29	23	25
Ensemble	2 972	3 276	3 397	3 500

Source : SCN/DSEE/INSAE, décembre 2013

III. Répartition de l'épargne

Dans le processus d'utilisation du revenu brut des secteurs institutionnels, la part qui n'est pas consommée constitue l'épargne brute. Dans l'ensemble, cette épargne nationale est en chute depuis 2007.

Néanmoins les sociétés financières ont enregistré un niveau d'épargne en nette évolution depuis 2007 à un rythme moyen annuel de 70%. En ce qui concerne les SNF, le rythme est erratique avec un pic en 2008. La situation la plus préoccupante est celle des ménages qui ont enregistré des niveaux d'épargnes en chute libre sur la période en raison des crises exogènes (crise des subprimes) et endogènes (climatique) auxquelles l'économie béninoise est confrontée.

Sur la période, les administrations publiques dégagent un niveau d'épargne considérable en raison de l'initiative PPTE qui a permis au Bénin de bénéficier d'une annulation de de dettes de 580 milliards en 2006 et de 60 milliards en 2007.

Tableau 9: Evolution des épargnes par secteur institutionnel entre 2007 et 2010

Epargne	2007	2008	2009	2010
Sociétés non financiers	126	206	167	171
Sociétés financiers	15	22	55	62
Administrations publiques et de sécurité sociale	148	128	107	133
Ménages et entrepreneurs individuelles	144	24	48	19
Institutions sans but lucratifs au service des ménages	6	9	1	3
Ensemble	439	388	379	388

Source : SCN/DSEE/INSAE, décembre 2013

La dépense de consommation finale des ménages, complétée par les transferts sociaux en nature en provenance des autres secteurs de l'économie forme leur consommation finale

effective. Ces transferts sont en progression constante à un rythme moyen annuel de 13% par an montrant le soutien des administrations publiques et des ISBLsm aux ménages sur toute la période pour compléter les baisses importantes de leurs pouvoirs d'achats dues aux variations importantes de prix. La totalité de ces transferts reçus sur toute la période 2007-2010, proviennent exclusivement des administrations publiques (compléter par les ISBLSM).

Tableau 10 : Transferts sociaux (milliards de FCFA) entre 2007 et 2010

	2007	2008	2009	2010
Administrations publiques et de sécurité sociale	147	176	199	218
Institutions sans but lucratifs au service des ménages	17	20	21	22
Ensemble	165	196	221	240

Source : SCN/DSEE/INSAE, décembre 2013

IV. Financement de l'économie

Les balances des paiements annuelles de l'économie béninoise élaborées et publiées par la BCEAO font ressortir un solde du compte courant structurellement déficitaire. Comme le montre le tableau ci-dessus, les résultats issus de l'élaboration des comptes nationaux définitifs suivant le SCN93 aboutissent aux mêmes conclusions. Néanmoins, les deux résultats ne s'alignent pas en niveau en ce qui concerne le solde courant de la balance des paiements. Les raisons sont abordées dans la note de synthèse et concerne notamment certaines opérations spécifiques telles que les dividendes, les bénéfices directs réinvestis, et aussi les estimations sur le commerce extérieur non contrôlé.

En analysant le tableau ci-dessous, il ressort que le financement extérieur représente en moyenne 34% de la formation brute de capital fixe annuels entre 2007 et 2010 au Bénin. ce financement bénéficie le plus aux secteurs des SNF mais aussi au secteurs des ménages et entreprises individuelles. Mais le secteur des SF est aussi un secteur de financement de l'économie car dégageant annuellement un surplus de revenus qui aide à financer l'investissement des autres secteurs.

Le secteur des ménages qui devrait être l'un des secteurs ayant une capacité de financement est ressorti avec un besoin de financement depuis 2008. Cette situation qui provient en partie de la perte de pouvoir d'achat de ce secteur due aux flambées des prix introduites par la crise de 2008 et son corollaire de la baisse des envois de fonds des migrants à partir de 2008 en sont les raisons principales. Par ailleurs, le fait que dans les comptes actuels « ménages » et « entreprises individuelles formelles et informelles » représente un seul secteur n'est-il pas aussi une raison ? Une piste d'amélioration représentant une réponse appréciable à cette question serait la nécessité d'organiser une enquête auprès des ménages de type 1.2.3 fournissant des détails sur le compte d'exploitation des unités informelles et aussi réaliser en une année les quatre passages de l'enquête sur le commerce extérieur non enregistrée afin de disposer d'une bonne base pour l'estimation de ce commerce informel.

Tableau 11: Formation brute de capital fixe et Capacités/Besoins de financement (milliards de FCFA) de 2007 à 2010

Rubrique	2007	2008	2009	2010
<i>Formation brute de capital fixe</i>				
Sociétés non financiers	264	305	334	363
Sociétés financiers	7	22	21	37
Administrations publiques et de sécurité sociale	218	196	203	222
Ménages et entrepreneurs individuelles	143	138	167	177
Institutions sans but lucratifs au service des ménages	6	7	3	4
Total FBCF	639	668	728	804
<i>Besoins ou capacités de financement</i>				
Sociétés non financiers	-180	-105	-173	-164
Sociétés financiers	8	2	34	25
Administrations publiques et de sécurité sociale	-6	-18	-28	-52
Ménages et entrepreneurs individuelles	12	-94	-110	-142
Institutions sans but lucratifs au service des ménages	0	1	-2	-2
Total besoin de financement	-166	-214	-279	-335

Source : SCN/DSEE/INSAE, décembre 2013

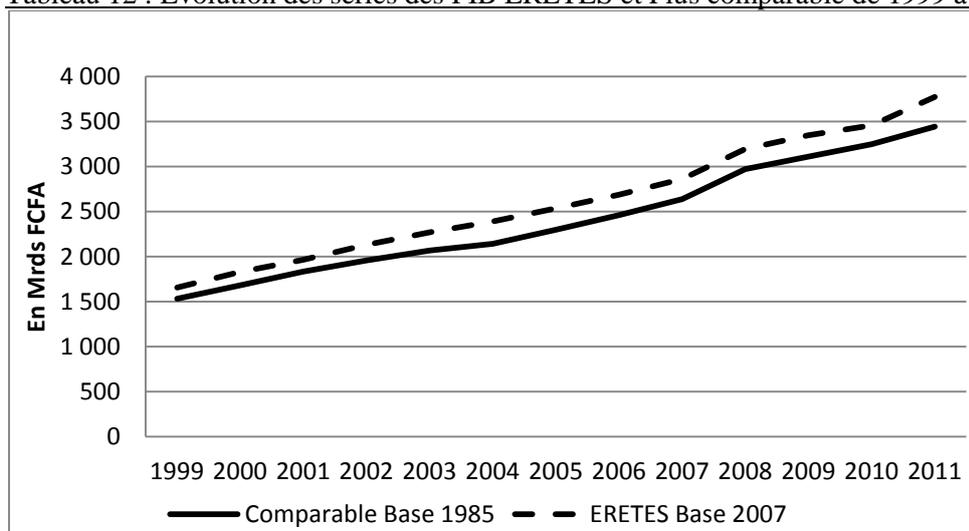
Chapitre 4. Impact de la révision sur l'ancienne série

Ce chapitre confronte les agrégats des comptes nationaux du PIB plus comparable à ceux élaborés à l'aide du module ERETES. Ainsi, la nouvelle série base 2007 est comparée à celle du PIB plus comparable et les principaux changements constatés par secteur et dans les emplois du PIB sont mis en évidence. En outre, les indicateurs suivis dans le cadre de la surveillance multilatérale et la convergence dans l'UEMOA ont été calculés pour les deux séries afin d'en apprécier les différences.

I. Comparaison de la nouvelle série base 2007 et de la série PIB plus comparable

L'analyse des deux séries de comptes révèle que sur la période 1999-2011, le PIB nominal base 2007 (obtenu à l'issue des travaux sous ERETES) est en moyenne supérieur de 8,7% au PIB plus comparable, base 1985. Les deux séries présentent dans leur évolution, des tendances semblables avec un niveau du PIB base 2007 plus élevé que celui du PIB plus comparable pour chacune des années de la période d'étude.

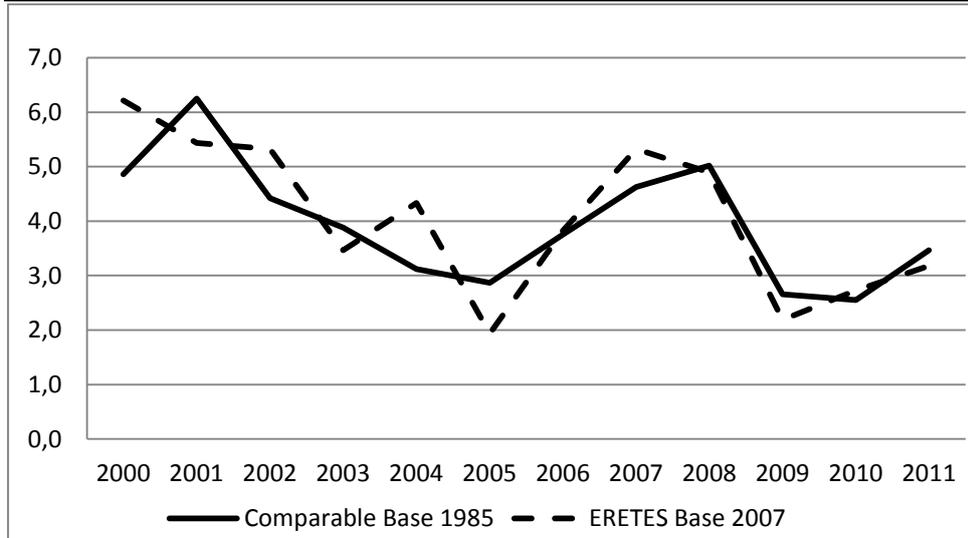
Tableau 12 : Evolution des séries des PIB ERETES et Plus comparable de 1999 à 2011



Source : SCN/DSEE/INSAE, décembre 2013

En moyenne, le taux de croissance économique sur la période 2000-2011 obtenu avec la série du PIB sous ERETES est de 4,07% contre 3,96% pour le PIB plus comparable, soit un gain de croissance de 0,11 point de pourcentage sur la période. En outre, les deux séries affichent des tendances semblables en ce qui concerne l'évolution du taux de croissance réel à l'exception des années 2001 et 2004.

Tableau 13 : Evolution du taux de croissance réel selon la série observée de 2000 à 2011 (en %)



Source : SCN/DSEE/INSAE, décembre 2013

A. Principaux changements par secteur d'activité

Pour apprécier les changements intervenus entre les deux séries, il est présenté dans le tableau 15 la structure par branche des PIB pour les années de bases 1985 et 2007. Ce tableau révèle des changements notables au niveau des industries manufacturières, des BTP et des transports et télécommunications qui ont vu leur poids s'accroître de façon substantielle dans le PIB base 2007 par rapport à leurs niveaux dans le PIB plus comparable, base 1985. Cette hausse s'est faite au détriment de l'agriculture, de la pêche, de la sylviculture et de l'énergie dont les parts ont chuté.

En analysant par secteur d'activité, il ressort que, la part du secteur secondaire est deux fois plus importante dans le PIB nominal base 2007 que dans le PIB plus comparable. Cette tendance à l'industrialisation s'est observée au détriment des secteurs primaire et tertiaire qui ont vu leur part baisser. S'agissant des emplois du PIB, leur structure a connu quelques légères modifications.

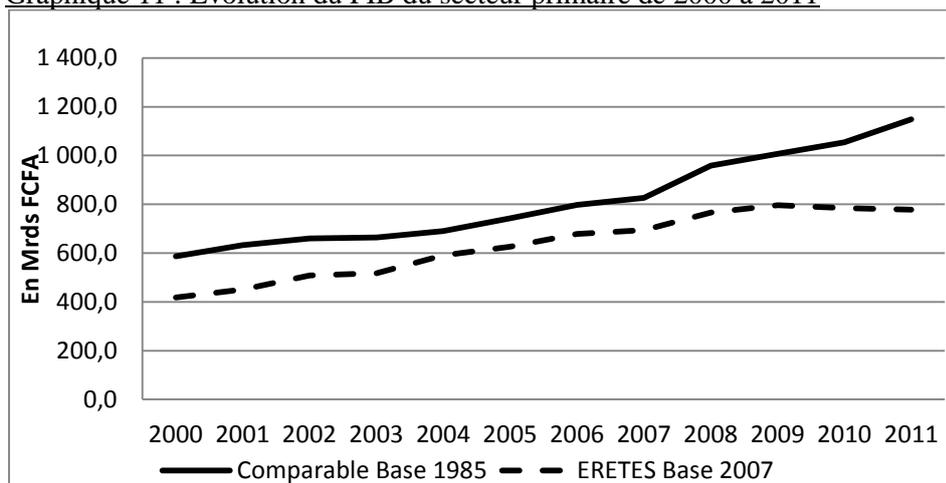
Tableau 14 : Comparaison du PIB ERETES base 2007 et du PIB comparable 2007 (en milliards de FCFA)

Branches d'activité	Base 85, année 2007		2007, Nouvelle base		Croissance (%)	Ecart relatif (contribution à la croissance du PIB 2007) (%)
	Poids %	valeur	Poids	valeur		
Agriculture	21,8	575,5	17,6	502,4	-12,7	-2,8
Elevage	5,6	148,8	3,4	97,7	-34,3	-1,9
Pêche, Forêt	3,9	102,6	3,3	94,3	-8,0	-0,3
Industries extractives	0,2	6,3	0,4	12,7	101,9	0,2
Industries manufacturières	7,5	198,4	16,6	473,9	138,9	10,4
Energie	1,1	28,1	0,5	15,4	-45,3	-0,5
Construction et génie civil	4,2	109,8	6,7	192,4	75,1	3,1
Commerce	17,0	448,7	12,5	358,4	-20,1	-3,4
Transports et Télécommunication	8,4	222,4	7,6	216,3	-2,7	-0,2
Banques et assurances	1,9	50,0	1,7	47,9	-4,1	-0,1
Autres services	9,3	244,8	7,7	220,68	-9,8	-0,9
Services non marchands	4,3	112,5	3,8	107,5	-4,4	-0,2
SIFIM (ancien PISB)	-1,7	-45,6	-1,4	-39,76	-12,8	0,2
PIB au coût des facteurs	37,3	983,13	87,9	2514,9	155,8	58,0
DTI et TVA intérieure	10,1	267,5	12,1	346,1	29,4	3,0
PIB au prix du marché	100,0	2639,0	100,0	2861,0	8,4	8,4

Source : SCN/DSEE/INSAE, décembre 2013

Sur la période 2000-2011, le niveau du PIB du secteur primaire base 2007 sous ERETES est en dessous de celui du PIB plus comparable. Les deux séries du PIB ont des évolutions similaires jusqu'en 2008, année à partir de laquelle elles s'écartent l'une de l'autre du fait de la stagnation du PIB base 2007.

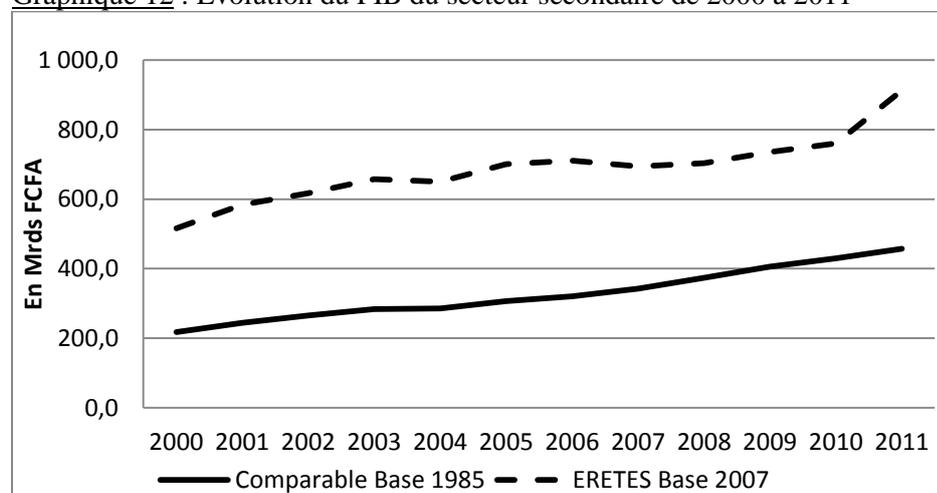
Graphique 11 : Evolution du PIB du secteur primaire de 2000 à 2011



Source : SCN/DSEE/INSAE, décembre 2013

Contrairement au secteur primaire, le niveau de valeur ajoutée du secteur secondaire sous ERETES est de loin supérieur à celui du PIB plus comparable du fait de l'importance de l'industrie manufacturière dans la nouvelle série.

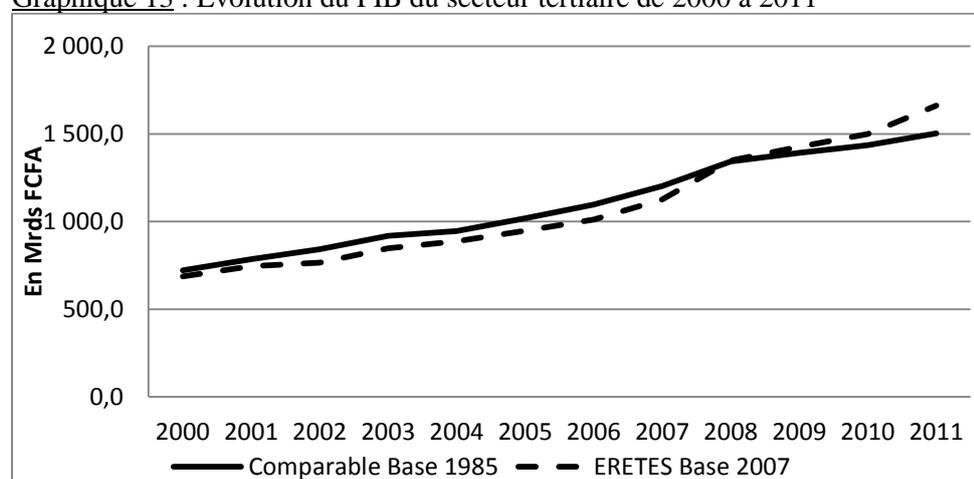
Graphique 12 : Evolution du PIB du secteur secondaire de 2000 à 2011



Source : SCN/DSEE/INSAE, décembre 2013

En ce qui concerne le secteur tertiaire, les séries obtenues sont relativement plus proches l'une de l'autre par rapport à celles des secteurs primaire et secondaire. Le niveau du PIB base 2007 est resté inférieur à celui du PIB plus comparable base 1985 jusqu'en 2008, année à partir de laquelle il l'a supplanté.

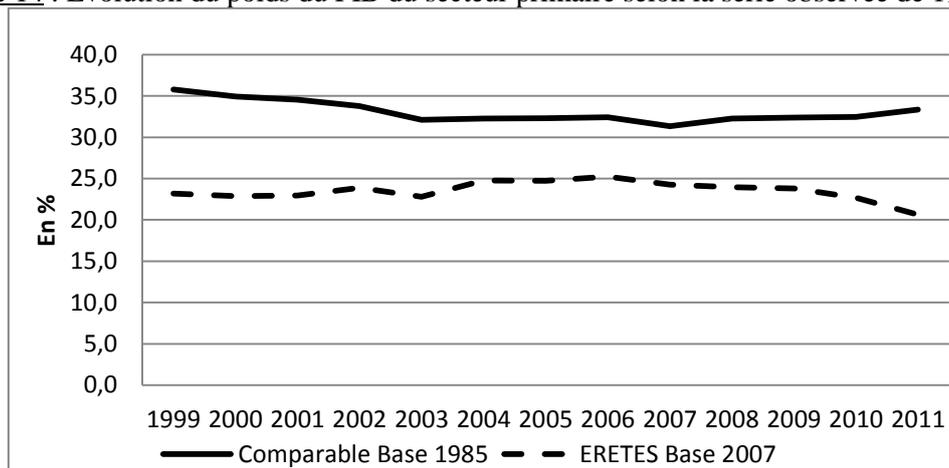
Graphique 13 : Evolution du PIB du secteur tertiaire de 2000 à 2011



Source : SCN/DSEE/INSAE, décembre 2013

En termes de poids et par rapport au PIB plus comparable, on note une réduction de la part du secteur primaire dans le PIB sous ERETES. Cette réduction du poids est en cohérence avec les faibles poids notés au niveau de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. En outre, on observe une tendance à la baisse du poids du primaire à partir de 2008. Cette tendance est imprimée par l'agriculture et la pêche dont les parts en baisse ont atténué la hausse notée dans l'élevage.

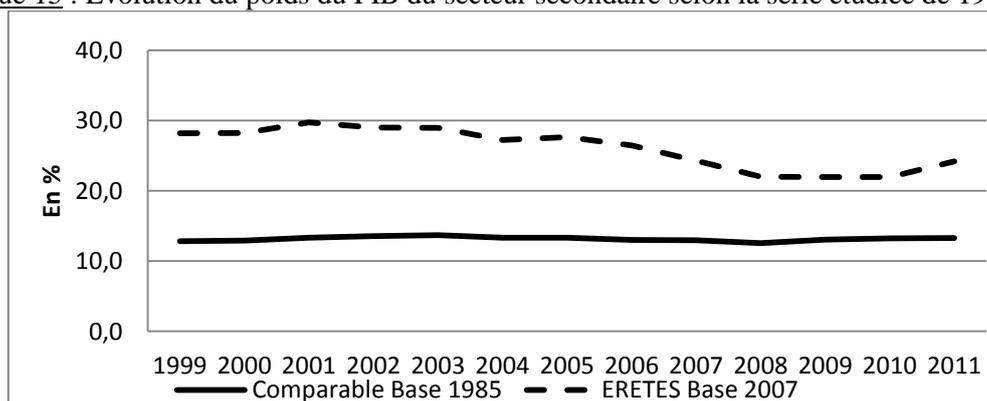
Graphique 14 : Evolution du poids du PIB du secteur primaire selon la série observée de 1999 à 2011



Source : SCN/DSEE/INSAE, décembre 2013

Le PIB du secteur secondaire évalué sous ERETES a vu sa part s'accroître du simple au double sous l'impulsion de l'industrie manufacturière dont la part a été considérablement réévaluée. Quoiqu'important, le poids du secondaire s'est inscrit en baisse vers la fin de la période d'étude en lien avec l'industrie manufacturière qui est également en baisse. En effet, les performances de l'industrie manufacturière sont en partie tributaires des réalisations des campagnes agricoles des années précédentes. La disponibilité de coton graine pour l'industrie agroalimentaire (production de corps gras) et de coton fibre pour l'industrie textile représentent un déterminant important de la bonne tenue de l'industrie manufacturière. Il faut noter par ailleurs que les investissements substantiels consentis par l'Etat notamment en matière de restructuration d'entreprises publiques comme la SONAPRA, de préparation et d'organisation des campagnes agricoles.

Graphique 15 : Evolution du poids du PIB du secteur secondaire selon la série étudiée de 1999 à 2011



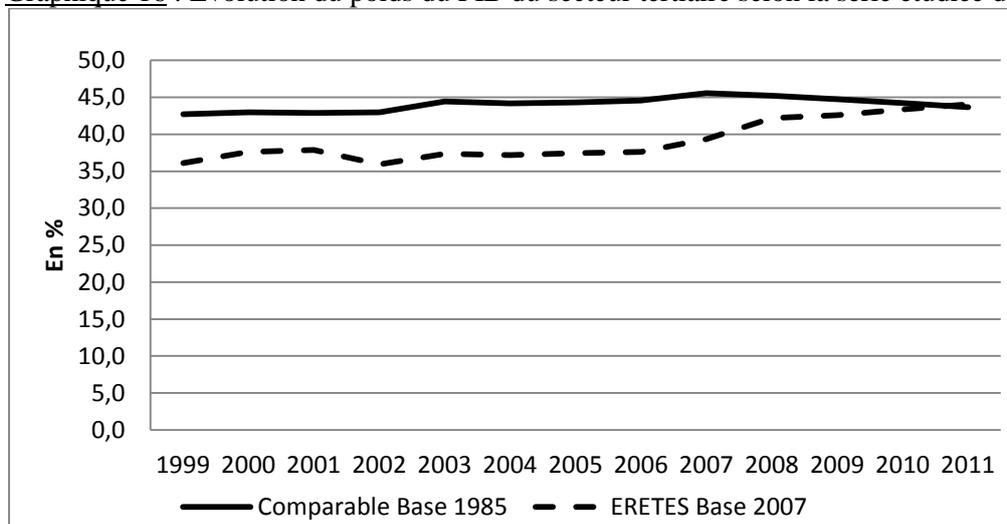
Source : SCN/DSEE/INSAE, décembre 2013

Quel que soit la série de PIB considérée, il ressort que le secteur tertiaire⁵ est celui qui participe le plus à la formation du PIB. Sur la période 1999-2011, ce secteur représente en

⁵ Comprenant le commerce, les transports et télécommunications, les banques et assurances, l'administration publique, l'éducation, la santé, les autres services et le SIFIM

moyenne 39,1% du PIB sous ERETES contre 44,0% pour le PIB plus comparable. La part du tertiaire est en hausse sur la période d'analyse notamment à partir de 2008 ; et ceci en lien avec le développement des services financiers, de transport et de télécommunication.

Graphique 16 : Evolution du poids du PIB du secteur tertiaire selon la série étudiée de 1999 à 2011

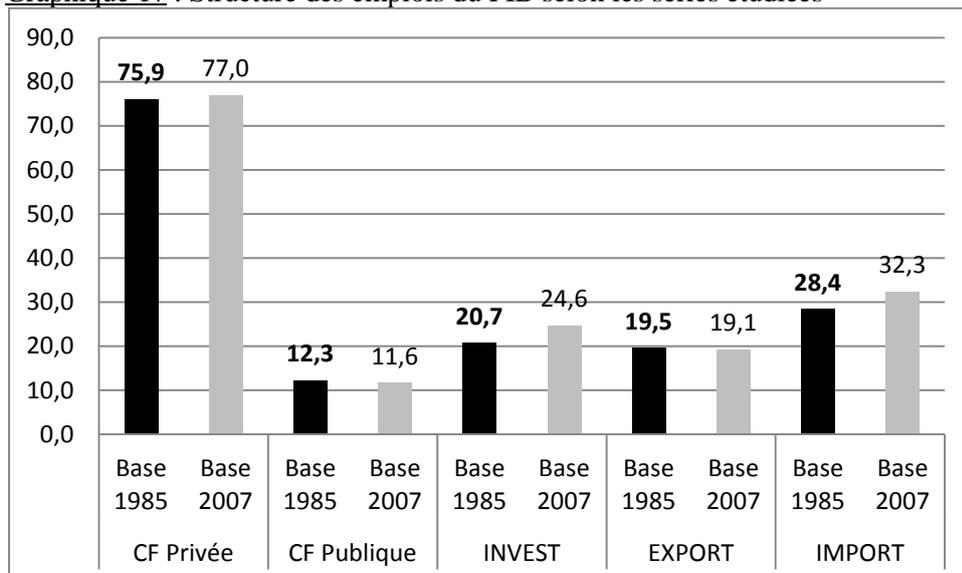


Source : SCN/DSEE/INSAE, décembre 2013

B. Principaux changements dans les emplois du PIB

Globalement, la structure des emplois du PIB plus comparable (base 1985) reste semblable à celle du PIB évalué sous ERETES (base 2007). En effet, quelle que soit la série observée, la consommation finale (CF) privée absorbe la plus grosse part de la richesse créée. Les autres composantes des emplois suivent dans le même ordre, sur les deux séries. Toutefois, quelques différences s'observent. On note par exemple que la part de la CF privée dans le PIB base 2007 est de 1,1 point de pourcentage plus élevée que celle du PIB base 1985. Il en est de même pour les investissements et les importations qui absorbent des parts plus importantes dans le PIB base 2007 que dans le PIB base 1985. Par contre, la part de la consommation finale publique et des exportations dans le PIB base 2007 est inférieure à celle du PIB base 1985.

Graphique 17 : Structure des emplois du PIB selon les séries étudiées



Source : SCN/DSEE/INSAE, décembre 2013

II. Evolution des indicateurs de surveillance multilatérale

Les indicateurs de surveillance analysent l'évolution de la situation économique et financière récente des Etats membres et celle de l'Union. Ils s'attachent à apprécier les efforts déployés en vue d'assurer la convergence des économies nationales, à travers une analyse de l'évolution des critères de convergence en 2007. Ils fournissent des indications sur les prévisions d'une année, à la lumière de l'évolution de la conjoncture et des facteurs de risque identifiés pour l'année.

Critères de surveillance

L'analyse de l'évolution des indicateurs de convergence nous permet d'avoir inaperçu sur le degré de respect des critères de convergence par l'économie béninoise. L'état de convergence pour la série 2007 à 2009 se présente comme suit :

Le **solde budgétaire de base** rapporté au PIB nominal est demeuré positif jusqu'en 2008. En 2009, il est passé à -3,82% du PIB.

L'**encours de la dette publique totale** rapporté au PIB nominal a été respecté sur toute la série. Il a été de 13,44% en 2007 contre 15,80% en 2008, puis à 16,59% en 2009.

Le **solde primaire de base** rapporté au PIB nominal s'est situé à moins de 15% sur toute la série. Pour ce ratio, le Bénin a réalisé les meilleures performances, par rapport à l'UEMOA, au cours des 3 années.

La **balance courante** rapportée au PIB nominal a été aussi respectée au cours des 3 années.

Indicateurs de convergence du BENIN				
EN %		2007	2008	2009
Premier rang				
Solde budgétaire de base	Base 2007	2,8	0,5	-3,6
	2007 PIB comparable/ nominal	3,1	0,6	-3,8
Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (en %)	Base 2007	12,4	14,7	15,4
	2007 PIB comparable/ nominal	13,4	15,8	16,6
Second rang				
AUTRES INDICATEURS BUDGETAIRES				
Recettes fiscales	Base 2007	15,6	16,0	14,9
	2007 PIB comparable/ nominal	16,9	17,2	16,1
Solde global hors dons	Base 2007	-1,3	-3,2	-6,6
	2007 PIB comparable/ nominal	-1,4	-3,5	-7,1
Solde global	Base 2007	1,5	-1,6	-4,6
	2007 PIB comparable/ nominal	1,6	-1,7	-5,0
Solde global base caisse sur PIB en %	Base 2007	2,0	-5,2	-6,3
	2007 PIB comparable/ nominal	2,1	-5,6	-6,8
Solde primaire de base	Base 2007	3,0	0,8	-3,1
	2007 PIB comparable/ nominal	3,2	0,9	-3,3
COMPTES NATIONAUX				
Taux de croissance du PIB en volume (*)	Base 2007	0,2	0,2	0,1
	2007 PIB comparable/ nominal	0,2	0,2	0,1
Balance courante en % PIB	Base 2007	-8,3	-7,5	-9,2
	2007 PIB comparable/ nominal	-9,0	-8,1	-9,9
DETTE EXTERIEURE				
Encours de la dette extérieure en % du PIB	Base 2007	10,5	13,0	13,8
	2007 PIB comparable/ nominal	11,4	14,0	14,9

Source : TOFE, BoP 2008 et 2009; PIB plus comparable.

En 2007, l'activité économique de l'Union s'est déroulée dans un environnement international marqué par une appréciation de l'euro par rapport au dollar, une hausse des prix de l'énergie et des produits alimentaires et la persistance de la crise du marché immobilier américain. Pour ces pays, la tendance qui se dessine au regard des résultats annoncés en fin 2007, indique que la réalisation de la convergence à l'échéance 2008 exige que des réformes importantes soient entreprises.

Chapitre 5. Synthèse méthodologique

L'élaboration des comptes nationaux du Bénin est marquée par trois grandes étapes. La première est l'élaboration des comptes nationaux selon le SCN68 de 1982 à 1999. La seconde est marquée par l'introduction d'une méthodologie des PIB plus comparables visant à introduire certains aspects du SCN93 dans l'ancienne série et ayant débouché sur des comptes nationaux de 1990 à 2012. La troisième est l'introduction d'ERETES à partir de 2001 et ayant conduit à l'élaboration des comptes nationaux annuels (CNA) 1999-2001 et de 2006-2011. Pour produire la série, quatre méthodologies de travail ont été développées à savoir l'élaboration des comptes nationaux d'une année de base (2007), l'élaboration des comptes nationaux en année courante (2008-2010), l'élaboration des comptes provisoires (2011) et l'interpolation (1999-2006).

I. Méthodologie d'élaboration des comptes nationaux de l'année de base 2007

Initialement, les premiers travaux de l'année de base ont porté sur l'année 1999. Le programme était pris en charge par la Commission de l'UEMOA et l'Observatoire Économique et Statistique d'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT). Ces travaux ont permis l'élaboration des comptes nationaux 1999-2001. En 2008, l'INSAE a décidé de passer directement aux comptes de l'année 2006 et d'estimer après-coup les comptes des années intermédiaires (2002—2005). Des nomenclatures réduites de branches et de produits ont été mises en place, de façon à réduire la charge de travail de l'équipe en des comptes nationaux. Lors de l'élaboration des comptes 2007, l'INSAE a décidé d'introduire de nouvelles sources d'informations (essentiellement EMICOV, RGE2) et de répercuter les impacts sur les comptes de 2006, faisant ainsi de 2007 une année de base de fait.

A. Mise en place des nomenclatures

Les acquis de la mise en place de l'année de base 1999 ont facilité les travaux des comptes nationaux 2007 notamment l'adoption des nomenclatures. Ainsi, une nomenclature des activités conformes à la NAEMA d'AFRISTAT (elle-même conforme à la CITI Rév.3) et une nomenclature des produits conformes à la NOPEMA d'AFRISTAT. La nomenclature des activités comprend 25 divisions (niveau de publication) et 50 groupes (niveau adopté pour des travaux détaillés sur les activités tels que l'élaboration des comptes de production et d'exploitation). La nomenclature des produits est articulée à celle des activités et propose un plus grand niveau de détail pour une analyse fine de l'offre et des emplois des produits. Ainsi, un troisième niveau est disponible pour arriver à 121 produits.

De même une nomenclature des secteurs institutionnels conformes au SCN93 a été mise en place. Au niveau agrégé, elle distingue l'économie nationale (OS1) du reste du monde (OS2). L'économie nationale se décompose en sociétés non financières (OS1001), sociétés financières (OS1002), administrations publiques et administrations de sécurité sociale (OS1003); ménages (OS1004) et institutions sans but lucratif au service des ménages (OS1005).

Afin de faciliter l'analyse de l'activité économique en tenant compte des processus de production, une nomenclature des modes de production est développée et permet une liaison entre les activités et secteurs institutionnels. Ainsi, un mode de production est dédié aux administrations publiques afin de tenir compte de leur fonction économique de redistribution les engageant essentiellement dans une production non marchande mesurée par les coûts. Pour suivre les sociétés, deux modes de production ont été prévus afin de couvrir les sociétés ayant retourné une DSF et celles dont l'absence de la DSF conduit à une estimation. Une configuration identique est prévue pour les entreprises individuelles. Les processus de production des ménages sont suivis à travers une différenciation en secteur informel et en type de production ayant lieu au sein des ménages.

D'autres nomenclatures inhérentes au fonctionnement d'ERETES sont aussi utilisées.

B. Données sources

Les principales sources de données pour les comptes de l'année 2007 sont :

➤ Données administratives

- Les déclarations statistiques et fiscales (DSF) des entreprises : Suite à une meilleure collaboration avec la Direction Générale des Impôts, le nombre de DSF est passé d'un millier à cinq milliers (un tiers appartenant au système normal et deux tiers au système allégé). Cette bonne couverture a permis de mettre en place le répertoire des entreprises ;
- Les données des administrations publiques : Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE), Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SIGFIP), Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Nationale (DGTCP) pour les statistiques des collectivités locales, Caisse Autonome d'Amortissement (CAA), Fonds National des Retraités du Bénin (FNRB), Fonds Routier (FR), Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), Organisme divers d'Administration centrale (ODAC) ;
- Les informations sur le primaire sont collectées au niveau du Ministère de l'Elevage, de l'Agriculture et de la Pêche (MAEP) à travers ses directions techniques à savoir la Direction de la Programmation et de la Prospective (DPP), Direction de l'Elevage et la Direction de la Pêche ;
- Les échanges avec l'extérieur : la Direction Générale des Douanes (commerce extérieur) et la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) (Balance des Paiements).

➤ Données des enquêtes

- Les informations sur les ménages : Enquête Modulaire Intégrée sur les Conditions de Vie des ménages (EMICoV), les données de l'observatoire de l'emploi ;
- Le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH).
- Le Deuxième Recensement Général des Entreprises
 - Secteur informel

Les détails sur les sources de données et les structures productrices de ces sources sont présentés en annexe.

II. Méthodologie d'élaboration des comptes nationaux des années courantes de 2008 à 2010

A. Les principales sources de données

En plus des sources de données utilisées pour l'année de base, les comptes en année courante s'appuient sur la source IHPC et d'autres sources retraitées par les comptables nationaux qui permettent la valorisation des données à prix courant.

B. Les principaux traitements

Les données sources collectées sont passées dans un format de comptabilité nationale en établissant des correspondances avec les opérations, les activités et les produits. Une première réconciliation consiste à confronter les données pour chaque opération et procéder à certains ajustements tels que la suppression des doublons et la ventilation des données agrégées (pré-arbitrage). Une seconde réconciliation consiste à réaliser plusieurs itérations pour rapprocher les PIB optiques production et dépenses et arrêter les niveaux des agrégats. Ces itérations sont réalisés simultanément dans les comptes de branches pour élaborer les comptes de production et d'exploitation, les équilibres ressources emplois des produits pour estimer les emplois du PIB et les matrices de qui-à-qui pour confronter les informations entre les secteurs ayant versé et ceux ayant reçu.

1) Compte de branche

Le compte de branche permet de déterminer la valeur ajoutée et l'excédent brut d'exploitation/revenu mixte des ménages pour chacune des 50 branches d'activité décomposée en mode de production. La méthode générale de travail consiste à déterminer la production et les consommations intermédiaires à prix courant et à prix constant afin de calculer la valeur ajoutée par différence. La production est souvent déterminée dans les ERE ou à partir de la productivité dans les comptes de branche. Les consommations intermédiaires intervenant dans ce calcul sont soit fournies par les données sources soit estimées de trois façons :

- (i). La méthode Leontief (hypothèse de constance des coefficients techniques en volume et prise en compte de l'effet prix) consiste à extrapoler les consommations intermédiaires de l'année précédente par l'indice de volume de la production pour obtenir les volumes et à inflater ces volumes par les indices de prix des consommations intermédiaires des produits pour obtenir les valeurs.
- (ii). La méthode déflate consiste à déflater les consommations intermédiaires en valeur de l'année courante par les indices de prix des consommations intermédiaires des produits pour obtenir les volumes
- (iii). La méthode ventile consiste à ventiler le niveau total des consommations intermédiaires par la structure de l'année précédente.

L'emploi est déterminé en maintenant la productivité des données source ou de l'année précédente. Les salaires sont déterminés en maintenant les salaires par tête soit des données source soit de l'année précédente. Les cotisations sociales sont estimées de manière à maintenir le taux de cotisation soit des données source soit de l'année précédente. Pour les sociétés ayant retourné une DSF, la valeur ajoutée à prix courant est directement calculée à partir de la production et des consommations intermédiaires. La production des sociétés n'ayant pas retourné la DSF s'obtient en deux étapes. Un indice de valeur de la production d'un échantillon d'entreprises présentes les deux années permet d'estimer la production totale des sociétés de la branche. Cette production est diminuée de celle des sociétés ayant retourné la DSF. Les coefficients techniques des sociétés ayant retourné la DSF sont appliqués à la production pour obtenir les consommations intermédiaires. Le calcul de la valeur ajoutée au prix de l'année précédente se fait en deux étapes. L'IHPC est utilisé pour déflater la production et les coefficients techniques de l'année précédente sont maintenus pour déterminer les demandes de consommations intermédiaires.

La valeur ajoutée des Administrations Publiques est égale à la rémunération des salariés plus les impôts et taxes nets sur la production. L'ajout des consommations intermédiaires permet d'obtenir la production totale. La production non marchande est la différence entre cette production totale et les biens et services marchands vendus par l'administration. Un indice de prix des salaires construit à partir des évolutions des indices de point de base des salaires de la fonction publique permet de déflater les salaires et la valeur ajoutée. Les consommations intermédiaires en volume sont obtenues par la méthode déflate. La production en volume est égale à la valeur ajoutée augmentée des consommations intermédiaires.

Le secteur informel couvre principalement les activités du secteur primaire et en partie les activités des secteurs secondaire et tertiaire. La production en valeur du primaire s'appuie sur les prix de l'ONASA et les quantités des ministères de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. L'IHPC est utilisé pour déflater cette production. La production des autres branches et celle des ménages (construction et logement pour propre compte et services domestiques) sont déterminées à partir soit de l'analyse du produit (disponibilité de la demande, analyse de filière (offre de ciment), production du commerce calculée comme somme des marges) soit de l'hypothèse d'évolution selon le taux de croissance de la population (ajusté à la situation économique et sociale à l'instar des inondations) et l'IHPC. Les consommations intermédiaires sont obtenues par la méthode Leontief.

2) Les emplois du PIB

La détermination des emplois doit satisfaire pour chaque produit l'équilibre ressources emplois. Les données disponibles sur les emplois ne sont pas suffisantes pour établir d'emblée cet équilibre. Il faut donc procéder à des arbitrages dans la répartition de ces ressources. Les emplois sont constitués de :

(a) Consommation Intermédiaires

Les Consommations Intermédiaires (CI) sont projetées à l'aide de l'outil de projection des consommations intermédiaires du module ERETES. Avant cette projection, une estimation de

l'offre des consommations intermédiaires est faite par produit lors des ERE. La demande des consommations intermédiaires de chaque branche d'activité s'obtient à partir de leur coefficient technique (en s'alignant sur le niveau des coefficients techniques de l'année précédente). La projection des CI permet d'obtenir une demande de CI de l'année N à prix courant et à prix de l'année antérieure entièrement ventilée par produit lorsqu'elle ne l'est pas.

(b) La consommation finale

La matrice de Consommation Finale (CF) est projetée suivant la structure de 2007. Les indices d'évolution de la population sont utilisés comme indices de volume pour obtenir la consommation finale par produit au prix de l'année précédente. Pour la CF à prix courant, les indices de prix calculés à l'aide des données de l'IHPC sont utilisés.

En ce qui concerne les données de l'année 2007, elles proviennent des traitements de l'enquête modulaire intégrée sur les conditions de vie des ménages (EMICOV). Certains produits ont été réestimés vu leur niveau relativement faible pour l'économie nationale. C'est le cas du produit « assurance » qui a été recalculé à partir du document synthèse (chiffres des assurances) sur les statistiques de l'assurance élaborée par la Direction des Assurances de la Direction Générale des Affaires Economique (DGAE)

(c) FBCF

Les informations sur la Formation Brute du Capital Fixe (FBCF) sont obtenues de plusieurs sources à savoir : les DSF pour les sociétés et entreprises individuelles (ayant retourné la DSF) et le PIP (Programme d'Investissement Public) pour les Administrations Publiques. Pour les autres modes de production dont il n'existe pas de données, une estimation est faite lors des travaux sur les ERE.

(d) Variations de stocks

La Variation de Stocks (VS) constitue un emploi sensible. Les DSF renseignent partiellement sur le niveau des stocks (stockage et déstockage). Une correction de ces informations est faite au cours des ERE.

(e) Exportations nettes

Les statistiques du commerce extérieur (importations et exportations) sont fournies par les sources Commerce Extérieur (Cx) en ce qui concerne les biens et Balance des Paiements (BoP) pour les services.

Au niveau de la balance des paiements, une estimation complémentaire est faite par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest en collaboration avec l'INSAE, pour prendre en compte le commerce extérieur non enregistré. Dans le souci d'améliorer la qualité des estimations et de disposer d'une base de données détaillées et de bonne qualité sur le commerce extérieur non enregistré, l'INSAE a organisé, deux passages de l'enquête sur le commerce extérieur non enregistré (ECENE) prévue pour se dérouler en quatre passages à raison d'un passage par trimestre. Les résultats obtenus n'étant pas encore pris en compte dans les statistiques de la balance de paiement, leur intégration dans le processus

d'élaboration des comptes nationaux a été partielle et se limite aux structures par produit qu'elle permet d'avoir.

A partir de 2009, les statistiques sur les importations de biens (prix CAF) obtenues pour les comptes nationaux ne s'alignent plus sur celles de la balance des paiements. Cette situation s'explique par le fait que le Bénin a décidé, à partir de cette année, d'appliquer des prix de référence pour certains produits objet de réexportations (riz décortiqué, certaines huiles végétales, tissus,...) qui sont pour la plupart des prix inférieurs aux prix CAF réels de ces produits. Au niveau des comptes nationaux, les valeurs CAF corrigées⁶ de ces produits ont été pris en compte et non leurs valeurs CAF issues des statistiques douanières qui sont les prix de référence. De son côté, la BCEAO n'a pas encore totalement intégré les valeurs CAF corrigées de ces produits dans ses statistiques sur les biens en raison du décalage temporel⁷ de la correction par l'INSAE.

De 1999 à 2006, les statistiques du commerce extérieur dans les comptes nationaux et ceux de la balance des paiements sont aussi différentes. La différence sur cette période s'explique par le fait que la BCEAO a modifié la méthodologie d'estimation du commerce extérieur non enregistré en y intégrant une variable portant sur la circulation des billets BCEAO pour estimer le commerce extérieur intra UEMOA (une méthode basée sur les signes monétaires).

3) Les opérations de répartition

Les opérations de répartition retracent la répartition et la redistribution de la valeur ajoutée, c'est-à-dire du revenu national, entre les différentes unités économiques. Elles se subdivisent en deux catégories : les transferts courants et les transferts en capital. Les transferts courants regroupent la rémunération des salariés, les impôts liés à la production et à l'importation, les subventions d'exploitation et à l'importation versées, les revenus de la propriété et de l'entreprise, les opérations d'assurance dommages et les transferts en capital comprennent essentiellement les aides à l'investissement et les autres transferts en capital.

Le niveau global des impôts (impôts liés à la production et à l'importation et impôts en capital) est défini dans le TOFE et les statistiques des collectivités locales. Le traitement des sources telles que les statistiques douanières permet d'avoir une structure de certains de ces impôts suivant les différents produits.

Dans les comptes nationaux, le total des impôts est supérieur au total des recettes fiscales retracées dans les tableaux des opérations financières de l'Etat (TOFE). Cette situation est due à deux raisons principales. La première raison est relative au fait que les comptes nationaux intègrent toutes les recettes fiscales des collectivités locales qui ne figurent pas dans le TOFE actuel. Deuxièmement, les prélèvements communautaires pour le compte de

⁶ Les prix de référence ont été corrigés par le Service des Echanges Extérieures de l'INSAE en collaboration avec tous les autres services de la Direction des Statistiques et Etudes Economiques et des personnes ressources d'autres directions de l'INSAE

⁷ La balance des paiements de 2009 a été validée dans le troisième trimestre 2010 alors que la correction des valeurs des produits à prix de référence n'a été estimée par l'INSAE qu'en 2012.

l'UEMOA et de la CEDEAO sont traités comme des impôts payés au reste du monde donc comptés comme recettes fiscales dans les comptes nationaux mais comme transfert au niveau du TOFE. Ainsi, les impôts payés au reste du monde qui figurent dans le tableau des comptes économiques intégrés (TCEI) et qui représentent les prélèvements communautaires est une conséquence de la méthodologie utilisée pour enregistrer ces contributions aux organisations sous régionales. Une autre approche serait de les utiliser comme transferts vers ces organisations, mais c'est aussi une recommandation d'AFRITAC de l'Ouest.

Le calcul de la rémunération des salariés se fait en deux étapes. Le traitement des données sources permet de déterminer le montant des salaires des employés déclarés. La rémunération des salariés non déclarés et des aides familiaux s'obtient à partir des ratios productivité par tête (pour avoir l'effectif de ces employés) et salaire par tête (pour déterminer le montant des salaires).

Les données sur les aides à l'investissement sont extraites de la Balance des Paiement et du SIGFIP.

III. Méthodologie d'élaboration des comptes provisoires de l'année 2011

1) Maquette des comptes

(a) Nomenclature

Pour l'élaboration des comptes provisoires de l'année 2011, l'INSAE s'est basé sur une nomenclature réduite qui s'aligne sur la nomenclature des comptes définitifs. Au niveau 1 la nomenclature des comptes provisoires correspond à celle des comptes définitifs avec 24 divisions. Au niveau 2 les groupes sont au nombre de 29 pour les comptes provisoires et 50 pour les comptes définitifs. La nomenclature des comptes annuels provisoires compte même nombre de produits au niveau 3 que le nombre de groupe (29). La différence entre les divisions et les groupes permet de mettre en exergue la filière coton, séparer les transports et les télécommunications et aussi des pêches de la sylviculture. Le détail de cette nomenclature utilisée est annexé au document.

Les comptes provisoires étant élaborés dans ERETES, l'INSAE a construit des tables de passage entre les nomenclatures des comptes définitifs et celles des comptes provisoires. Pour faciliter ce passage et une bonne reconstitution de la matrice des échanges interindustriels, une ventilation de la demande de consommations intermédiaires au niveau 2 ou 3 des produits est réalisée uniquement pour les produits intervenant dans la filière coton, transports et télécommunications.

(b) Dispositif de collecte

L'objectif de cette partie est de fournir des informations sur la façon dont sont collectées les données sources pour l'élaboration des comptes provisoires. Tous les moyens sont bons pour obtenir les données. On peut identifier ici deux niveaux : (i) les sources internes provenant des services statistiques sectorielles de l'institut (ii) les sources externes collectées au niveau

des Ministères et autres structures. En ce qui concerne le deuxième cas de figure, des courriers sont adressés aux structures concernées afin qu'ils préparent des fichiers par rapport aux données demandées. Pour éviter la lenteur administrative, les cadres du service suivent les courriers et récupèrent les données sur support électronique. Les relations entre cadres du service et ceux des structures ou Ministères sont aussi utilisées pour avoir à temps les données.

2) Préparation des sources

Le calendrier des sources de données à utiliser pour l'élaboration des comptes provisoires tient compte non seulement du fait que l'INSAE s'est engagé à élaborer les comptes provisoires de l'année 2011 à fin 2013 mais aussi que lors des années suivantes, l'INSAE élaborera les comptes provisoires de l'année n-1 en année n.

Sources	Administrations	Indices calculés
Agriculture, élevage et pêche	Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche	Indices de prix et de volume des produits agricoles ; indices de volume des produits de la pêche et de l'élevage
Industries	INSAE	Indice Harmonisé des Produits Industriels (IHPI)
Transport maritime	Port Autonome de Cotonou	
Transport terrestre	Ministère du transport	
Télécommunication	Agence de régulation	
Banque	BCEAO	
Assurances	Direction des Assurances	
Administration publique	Direction Générale des Affaires Economiques	
Sécurité sociale	CNSS	
Commerce extérieur	INSAE	Indices de quantité et de valeurs unitaires
Balance de paiement	BCEAO	
TOFE	Ministère de l'Economie et des Finances	
Collectivités locales	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique	

3) *Méthode de travail*

En résumé, la méthode de travail pour l'élaboration des comptes provisoires peut être présentée en trois grandes étapes :

1. Elaboration des ERE
 - ✓ Initialisation des séries à partir des indices de volumes et de prix par rapport à l'année précédente, des taux et ratios estimés, et des coefficients de partage ;
 - ✓ Equilibre des ERE dans ERETES.
2. Elaboration des CB
 - ✓ Reconstitution de la production par branche à partir de la structure branche produit estimée ;
 - ✓ Validation de la productivité par emploi ;
 - ✓ Validation des coefficients techniques ;
 - ✓ Calage des cotisations sociales ;
 - ✓ Validation des taux de salaires.
3. Equilibrage du tableau des échanges interindustriels (TEI) à partir d'un outil Excel inspiré de l'algorithme RAS.

IV. Méthodologie d'interpolation des comptes nationaux des années 2002 à 2005

L'interpolation consiste à combler des années de comptes économiques sautées pour rattraper des retards accusés. Plusieurs pays membres d'AFRISTAT se sont adonnés à cet exercice à savoir le Mali, la Mauritanie, et le Togo. L'approche utilisée dans ces pays est un modèle TABLO qui projette les TRE à prix courant et constant des années sautées.

La méthodologie utilisée est de deux sortes : partir d'une année N vers une année N+i (i entier naturel positif) ou partir d'une année N vers une année N-j (j entier naturel positif).

Dans le cas du Bénin il a été question d'utiliser l'approche N vers N-j (2007 vers 2001). Le travail se fait année par année par reconstitution des comptes de branches et des équilibres ressources emplois qui sont ensuite importés sur ERETES pour analyse de cohérence et équilibrage du TEI de chaque année. Comme les autres pays, le Bénin s'est limité pour le moment au champ du TRE.

Annexes

Tableau 15 : Poids des salaires dans la VA

	2007	2008	2009	2010
·				
Sociétés non financiers	51,3	39,8	40,0	39,8
Sociétés financiers	50,3	47,8	31,6	28,7
Administrations publiques et de sécurité sociale	57,5	62,7	60,8	61,6
Ménages et entrepreneurs individuelles	10,1	9,7	9,6	9,6
Institutions sans but lucratifs au service des ménages	29,6	22,0	25,5	29,2
Ensemble des salaires	21,1	20,8	20,6	21,5

Tableau 16 : Poids de l'EBE/RM dans les VA

	2007	2008	2009	2010
Sociétés non financiers	46,7	55,7	55,2	56,0
Sociétés financiers	44,8	48,6	67,7	70,1
Administrations publiques et de sécurité sociale	42,5	37,3	39,2	38,4
Ménages et entrepreneurs individuelles	89,7	90,1	90,3	90,3
Institutions sans but lucratifs au service des ménages	69,8	76,8	73,1	71,0
Ensemble	66,2	66,4	67,0	65,8

Tableau 17: Poids de l'EBE/RM dans le PIB

	2007	2008	2009	2010
·				
Sociétés non financiers	8,1	7,1	6,3	6,8
Sociétés financiers	0,8	0,9	0,9	0,8
Administrations publiques et de sécurité sociale	6,0	7,0	7,7	8,4
Ménages et entrepreneurs individuelles	6,2	5,7	5,6	5,4
Institutions sans but lucratifs au service des ménages	0,1	0,1	0,1	0,1
Ensemble des salaires	21,1	20,8	20,6	21,5

Tableau 18 : Poids autres impôts sur production dans VA

	2007	2008	2009	2010
Sociétés non financiers	2,0	4,6	4,8	4,2
Sociétés financiers	4,9	3,6	0,7	1,2
Administrations publiques et de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0
Ménages et entrepreneurs individuelles	0,2	0,2	0,1	0,1
Institutions sans but lucratifs au service des ménages	0,6	1,2	1,4	-0,1
Ensemble	0,5	1,0	0,8	0,8

Tableau 19 : PIB, revenu national et revenu national disponible (en milliards FCFA)

Opération	2007	2008	2009	2010
1. Rémunération des Salariés	607,1	663,4	689,6	706,0
2. Impôts sur la production et l'importation nets des subventions	381,2	409,1	426,6	443,8
3. Excédent Brut d'Exploitation/Revenu Mixte	1872,6	2121,6	2235,0	2311,7
4. PIB aux prix du marché (1+2+3)	2860,9	3194,1	3351,2	3461,6
5. PIB aux coûts des facteurs (1+3)	2479,8	2785,0	2924,6	3017,7
6. Revenus des facteurs nets en provenance du RDM	16,7	18,5	18,5	14,1
7. RNB aux prix du marché (4+6)	2877,7	3212,6	3369,8	3475,7
8. RNB aux coûts des facteurs (5+6)	2496,5	2803,5	2943,2	3031,8
9. Transferts nets en provenance du RDM	-120,0	-100,2	-79,5	-74,9
10. RNDB aux prix du marché (7+9)	2757,7	3112,4	3290,3	3400,7

Tableau 20 : PIB courant, optique production (en milliards de FCFA)

Libellé	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
1.Production	2510,1	2844,6	3113,0	3361,3	3564,3	3735,2	4025,9	4193,7	4518,2	5152,0	5448,6	5648,9	5831,5
2.Consommation intermédiaire	1061,5	1222,0	1333,7	1471,2	1541,6	1606,2	1750,9	1792,2	2003,4	2335,2	2487,3	2601,0	2480,1
3.Valeur Ajoutée(1-2)	1448,7	1622,6	1779,3	1890,2	2022,7	2129,1	2275,0	2401,5	2514,9	2816,7	2961,3	3047,8	3351,4
4.Impôts sur les produits	207,4	206,6	185,4	238,9	247,1	259,5	258,8	287,3	346,1	377,4	389,9	413,7	419,5
PIB(3+4)	1656,1	1829,2	1964,7	2129,0	2269,8	2388,6	2533,8	2688,9	2861,0	3194,1	3351,2	3461,6	3770,9

Tableau 21 : PIB en volume, optique production (base 100 = 2007) (en milliards de FCFA)

Libellé	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
1.Production	3037,0	3300,3	3484,5	3678,9	3823,9	3987,0	4135,1	4208,7	4518,2	4819,6	5034,7	5166,6	5333,9
2.Consommation intermédiaire	1239,4	1361,1	1430,6	1564,1	1639,6	1704,4	1782,6	1781,0	2003,4	2189,3	2351,1	2415,5	2501,2
3.Valeur Ajoutée(1-2)	1797,6	1939,2	2053,8	2114,8	2184,3	2282,7	2352,5	2427,8	2514,9	2630,2	2683,6	2751,0	2832,7
4.Impôts sur les produits	218,1	201,8	203,6	262,8	275,8	284,1	263,9	288,5	346,1	370,8	386,7	403,0	416,8
PIB	2015,6	2141,0	2257,4	2377,7	2460,1	2566,7	2616,4	2716,3	2861,0	3001,0	3070,3	3154,0	3249,5

Tableau 22 : Taux de croissance du PIB réel, base 100=2007 (en %)

Libellé	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
1.Production		8,7	5,6	5,6	3,9	4,3	3,7	1,8	7,4	6,7	4,5	2,6	3,2
2.Consommation intermédiaire		9,8	5,1	9,3	4,8	4,0	4,6	-0,1	12,5	9,3	7,4	2,7	3,5
3.Valeur Ajoutée(1-2)		7,9	5,9	3,0	3,3	4,5	3,1	3,2	3,6	4,6	2,0	2,5	3,0
4.Impôts sur les produits		-7,4	0,9	29,1	4,9	3,0	-7,1	9,3	19,9	7,1	4,3	4,2	3,4
PIB		6,2	5,4	5,3	3,5	4,3	1,9	3,8	5,3	4,9	2,3	2,7	3,0

Tableau 23 : Variation du déflateur du PIB (en %)

Libellé	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
1.Production		4,3	3,7	2,3	2,0	0,5	3,9	2,3	0,4	6,9	1,2	1,0	0,0
2.Consommation intermédiaire		4,8	3,8	0,9	0,0	0,2	4,2	2,4	-0,6	6,7	-0,8	1,8	-7,9
3.Valeur Ajoutée(1-2)		3,8	3,5	3,2	3,6	0,7	3,7	2,3	1,1	7,1	3,0	0,4	6,8
4.Impôts sur les produits		7,6	-11,0	-0,2	-1,4	1,9	7,4	1,6	0,4	1,8	-0,9	1,8	-2,0
PIB		4,0	1,9	2,9	3,0	0,9	4,1	2,2	1,0	6,4	2,6	0,6	5,7

Tableau 24 : Ventilation du PIB courant par secteurs d'activités (en milliards FCFA)

Libellé	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Secteur primaire	383,9	418,7	450,9	508,2	517,7	591,3	626,2	678,6	694,5	765,6	796,5	784,9	778,0
Agriculture	266,4	288,0	314,0	361,7	365,9	437,5	456,0	487,6	502,4	557,6	570,0	544,6	522,5
Elevage, chasse	56,7	62,4	67,1	70,3	76,0	76,8	84,4	92,6	97,7	111,6	122,0	128,6	144,4
Pêche, Sylviculture et exploitation forestière	60,8	68,3	69,7	76,3	75,8	77,0	85,8	98,3	94,3	96,4	104,5	111,7	111,1
Secteur secondaire	467,0	516,2	584,0	617,4	657,4	650,1	700,5	711,1	694,3	703,1	739,3	764,2	912,8
Activités extractives	7,3	7,6	8,7	8,2	9,0	9,6	10,4	11,4	12,7	15,4	23,4	24,1	26,7
Industries Agro-alimentaires	171,2	202,3	236,1	268,7	283,2	276,8	308,5	316,1	293,4	272,1	281,8	272,3	352,6
Autres Industries manufacturières	174,4	181,9	180,4	176,4	180,9	180,6	182,9	186,0	180,5	200,9	202,1	204,8	232,5
Electricité, gaz et eau	4,4	4,0	4,1	7,5	11,8	12,4	11,9	11,7	15,4	15,2	14,9	20,0	16,8
BTP	109,8	120,4	154,7	156,5	172,4	170,7	186,9	185,9	192,4	199,5	217,1	243,0	284,2
Secteur tertiaire	597,8	687,7	744,4	764,5	847,6	887,7	948,3	1011,8	1126,0	1348,0	1425,5	1498,7	1660,6
Commerce, restaurants et hôtels	225,1	257,9	266,8	282,5	306,6	308,5	328,4	334,2	358,4	391,3	387,2	379,2	435,4
Transports, postes et télécommunications	64,8	96,0	102,0	111,7	123,2	134,3	148,3	176,0	216,3	309,5	272,4	307,3	331,7
Banques et organismes financiers	13,0	11,6	29,8	28,8	37,5	39,9	35,2	37,9	47,9	63,6	97,0	98,6	92,7
Administration publique et sécurité sociale	92,9	100,1	99,0	101,2	122,7	127,3	137,9	162,9	177,8	210,4	256,1	288,8	310,9
Education	55,6	59,3	68,1	77,5	86,2	97,0	104,3	108,8	113,6	135,0	157,9	168,6	181,0
Santé et action sociale	19,9	20,6	22,5	22,5	24,3	24,2	24,9	28,4	31,0	37,0	29,0	33,2	38,6
Autres services	140,3	161,4	173,4	171,5	178,5	191,4	203,3	212,1	220,7	247,7	274,9	275,7	321,7
SIFIM	-13,9	-19,2	-17,2	-31,1	-31,3	-34,9	-34,1	-48,5	-39,8	-46,6	-49,0	-52,8	-51,5
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	1448,7	1622,6	1779,3	1890,2	2022,7	2129,1	2275,0	2401,5	2514,9	2816,7	2961,3	3047,8	3351,4
Impôts et taxes nets des Subventions	207,4	206,6	185,4	238,9	247,1	259,5	258,8	287,3	346,1	377,4	389,9	413,7	419,5
PIB	1656,10	1829,21	1964,72	2129,02	2269,76	2388,55	2533,78	2688,87	2860,95	3194,13	3351,22	3461,58	3770,89

Tableau 25 : Ventilation du PIB réel par secteurs d'activités (base 100 = 2007) (en milliards)

Libellé	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Secteur primaire	465,4	491,3	521,7	554,7	573,4	624,4	627,1	665,3	694,5	708,5	744,3	729,6	746,0
Agriculture	325,4	341,8	363,5	390,9	406,2	453,4	445,7	475,0	502,4	510,4	538,5	517,4	529,2
Elevage, chasse	68,7	71,9	77,0	79,3	81,2	84,0	89,5	94,4	97,7	99,1	101,7	104,8	109,4
Pêche, Sylviculture et exploitation forestière	71,3	77,7	81,2	84,5	86,0	87,0	91,9	95,8	94,3	98,9	104,2	107,3	107,3
Secteur secondaire	572,3	617,2	668,1	678,3	672,9	682,2	711,5	718,3	694,3	637,9	639,4	665,1	684,2
Activités extractives	10,3	9,7	10,1	10,0	10,8	11,4	11,7	11,5	12,7	11,7	11,4	11,8	12,9
Industries Agro-alimentaires	231,3	252,6	270,1	285,1	285,9	291,9	305,8	314,5	293,4	238,6	229,2	215,6	226,6
Autres Industries manufacturières	191,8	208,0	203,5	197,1	191,3	185,1	190,4	187,0	180,5	179,7	185,6	198,8	191,7
Electricité, gaz et eau	5,9	6,6	7,8	9,1	9,7	10,1	10,6	10,9	15,4	15,0	11,6	17,3	18,2
BTP	133,0	140,3	176,5	177,0	175,2	183,8	192,9	194,3	192,4	192,9	201,6	221,6	234,8
Secteur tertiaire	759,9	830,6	864,0	881,8	938,0	976,0	1014,0	1044,2	1126,0	1283,8	1299,8	1356,3	1402,5
Commerce, restaurants et hôtels	267,4	288,4	317,2	329,1	329,7	336,0	337,8	341,5	358,4	386,0	364,7	346,9	356,1
Transports, postes et télécommunications	135,1	159,0	133,0	145,6	155,2	160,9	175,5	189,6	216,3	288,4	255,4	277,9	295,0
Banques et organismes financiers	15,0	15,1	21,1	20,3	27,1	35,7	37,4	36,7	47,9	54,1	89,2	101,2	107,2
Administration publique et sécurité sociale	108,0	113,5	117,0	123,8	141,6	146,2	156,3	165,0	177,8	199,1	216,6	244,9	247,5
Education	53,1	56,7	70,1	77,5	86,0	96,8	102,8	108,3	113,6	129,8	147,3	156,3	158,2
Santé et action sociale	20,8	21,3	22,3	22,6	25,1	24,9	25,9	29,1	31,0	35,0	24,0	26,4	27,3
Autres services	172,4	193,1	198,1	189,2	199,9	209,5	214,2	221,9	220,7	232,1	247,6	256,5	266,1
SIFIM	-11,9	-16,5	-14,7	-26,3	-26,6	-33,9	-35,9	-48,1	-39,8	-40,7	-45,0	-53,8	-54,9
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	1797,6	1939,2	2053,8	2114,8	2184,3	2282,7	2352,5	2427,8	2514,9	2630,2	2683,6	2751,0	2832,7
Impôts et taxes nets des Subventions	218,1	201,8	203,6	262,8	275,8	284,1	263,9	288,5	346,1	370,8	386,7	403,0	416,8
PIB	2015,6	2141,0	2257,4	2377,7	2460,1	2566,7	2616,4	2716,3	2861,0	3001,0	3070,3	3154,0	3249,5

Tableau 26 : Taux de croissance réel du PIB par secteurs d'activités (en pourcentage)

Libellé	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Secteur primaire		5,6	6,2	6,3	3,4	8,9	0,4	6,1	4,4	2,0	5,1	-2,0	2,3
Agriculture		5,0	6,3	7,5	3,9	11,6	-1,7	6,6	5,8	1,6	5,5	-3,9	2,3
Elevage, chasse		4,6	7,2	3,0	2,3	3,5	6,5	5,5	3,5	1,4	2,5	3,1	4,4
Pêche, Sylviculture et exploitation forestière		8,9	4,6	4,1	1,8	1,2	5,6	4,3	-1,5	4,9	5,3	3,0	0,0
Secteur secondaire		7,8	8,2	1,5	-0,8	1,4	4,3	1,0	-3,3	-8,1	0,2	4,0	2,9
Activités extractives		-6,4	4,3	-0,6	7,9	4,7	3,0	-1,4	10,1	-7,8	-2,5	3,1	9,3
Industries Agro-alimentaires		9,2	7,0	5,5	0,3	2,1	4,8	2,8	-6,7	-18,7	-3,9	-5,9	5,1
Autres Industries manufacturières		8,4	-2,1	-3,2	-2,9	-3,2	2,8	-1,8	-3,5	-0,5	3,3	7,1	-3,6
Electricité, gaz et eau		12,8	18,3	16,8	6,5	3,8	5,1	2,7	41,3	-2,3	-23,0	49,5	5,4
BTP		5,5	25,8	0,3	-1,0	4,9	5,0	0,7	-1,0	0,3	4,5	9,9	5,9
Secteur tertiaire		9,3	4,0	2,1	6,4	4,1	3,9	3,0	7,8	14,0	1,2	4,3	3,4
Commerce, restaurants et hôtels		7,9	10,0	3,7	0,2	1,9	0,5	1,1	4,9	7,7	-5,5	-4,9	2,6
Transports, postes et télécommunications		17,7	-16,3	9,5	6,6	3,7	9,1	8,1	14,1	33,3	-11,4	8,8	6,2
Banques et organismes financiers		0,2	39,9	-3,4	33,0	31,8	4,8	-1,9	30,6	12,9	64,8	13,5	6,0
Administration publique et sécurité sociale		5,1	3,1	5,8	14,3	3,2	7,0	5,6	7,7	12,0	8,8	13,0	1,1
Education		6,9	23,5	10,6	11,0	12,5	6,2	5,3	4,9	14,2	13,5	6,1	1,2
Santé et action sociale		2,3	4,5	1,4	11,2	-0,7	3,9	12,6	6,5	12,9	-31,5	10,1	3,2
Autres services		12,0	2,6	-4,5	5,7	4,8	2,3	3,6	-0,6	5,2	6,7	3,6	3,7
SIFIM		38,1	-10,5	78,8	0,9	27,5	6,1	33,8	-17,3	2,3	10,8	19,4	2,1
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES		7,9	5,9	3,0	3,3	4,5	3,1	3,2	3,6	4,6	2,0	2,5	3,0
Impôts et taxes nets des Subventions		-7,4	0,9	29,1	4,9	3,0	-7,1	9,3	19,9	7,1	4,3	4,2	3,4
PIB		6,2	5,4	5,3	3,5	4,3	1,9	3,8	5,3	4,9	2,3	2,7	3,0

Tableau 27 : Variation du déflateur du PIB par secteurs d'activités (en pourcentage)

Libellé	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Secteur primaire													
Agriculture		2,9	2,5	7,1	-2,7	7,1	6,0	0,3	-2,6	9,2	-3,1	-0,6	-6,2
Elevage, chasse		5,2	0,3	1,6	5,6	-2,2	3,1	4,0	2,0	12,6	6,6	2,2	7,6
Pêche, Sylviculture et exploitation forestière		3,2	-2,4	5,2	-2,4	0,3	5,6	9,9	-2,6	-2,6	3,0	3,8	-0,6
Secteur secondaire		2,5	4,5	4,1	7,3	-2,5	3,3	0,5	1,0	10,2	4,9	-0,6	16,1
Activités extractives		11,1	9,5	-5,5	2,3	1,0	5,1	11,8	1,0	31,8	55,6	-0,3	1,4
Industries Agro-alimentaires		8,2	9,1	7,8	5,1	-4,3	6,3	-0,4	-0,5	14,0	7,8	2,7	23,2
Autres Industries manufacturières		-3,8	1,4	1,0	5,7	3,1	-1,5	3,5	0,5	11,8	-2,6	-5,4	17,8
Electricité, gaz et eau		-19,7	-13,0	58,6	46,7	1,4	-8,8	-4,4	-6,7	1,3	26,8	-9,8	-20,6
BTP		3,9	2,2	0,9	11,3	-5,6	4,3	-1,3	4,5	3,4	4,1	1,8	10,4
Secteur tertiaire		5,2	4,1	0,6	4,2	0,6	2,8	3,6	3,2	5,0	4,5	0,8	7,2
Commerce, restaurants et hôtels		6,2	-5,9	2,0	8,3	-1,2	5,9	0,6	2,2	1,4	4,7	3,0	11,9
Transports, postes et télécommunications		25,9	26,9	0,1	3,5	5,1	1,3	9,8	7,7	7,3	-0,6	3,7	1,7
Banques et organismes financiers		-10,8	83,4	0,0	-2,1	-19,3	-15,8	9,9	-3,3	17,6	-7,5	-10,3	-11,3
Administration publique et sécurité sociale		2,6	-4,0	-3,5	6,1	0,5	1,3	11,9	1,3	5,7	11,8	-0,2	6,5
Education		-0,3	-7,0	2,9	0,2	0,0	1,2	-0,9	-0,5	4,0	3,0	0,6	6,1
Santé et action sociale		1,5	4,4	-1,5	-2,9	0,5	-1,0	1,1	2,7	5,7	14,3	4,1	12,3
Autres services		2,6	4,7	3,6	-1,5	2,4	3,8	0,7	4,6	6,7	4,0	-3,2	12,5
SIFIM		0,5	0,0	1,0	-0,3	-12,4	-8,1	6,5	-0,9	14,5	-5,1	-9,6	-4,5
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES		3,8	3,5	3,2	3,6	0,7	3,7	2,3	1,1	7,1	3,0	0,4	6,8
Impôts et taxes nets des Subventions		7,6	-11,0	-0,2	-1,4	1,9	7,4	1,6	0,4	1,8	-0,9	1,8	-2,0
PIB		4,0	1,9	2,9	3,0	0,9	4,1	2,2	1,0	6,4	2,6	0,6	5,7

Tableau 29 : Contribution des secteurs d'activités à la croissance du PIB réel (en pourcentage)

Libellé	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Secteur primaire		1,3	1,4	1,5	0,8	2,1	0,1	1,5	1,1	0,5	1,2	-0,5	0,5
Agriculture		0,8	1,0	1,2	0,6	1,9	-0,3	1,1	1,0	0,3	0,9	-0,7	0,4
Elevage, chasse		0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1
Pêche, Sylviculture et exploitation forestière		0,3	0,2	0,1	0,1	0,0	0,2	0,1	-0,1	0,2	0,2	0,1	0,0
Secteur secondaire		2,2	2,4	0,5	-0,2	0,4	1,1	0,3	-0,9	-2,0	0,1	0,8	0,6
Activités extractives		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Industries Agro-alimentaires		1,1	0,8	0,7	0,0	0,2	0,5	0,3	-0,8	-1,9	-0,3	-0,4	0,3
Autres Industries manufacturières		0,8	-0,2	-0,3	-0,2	-0,3	0,2	-0,1	-0,2	0,0	0,2	0,4	-0,2
Electricité, gaz et eau		0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	-0,1	0,2	0,0
BTP		0,4	1,7	0,0	-0,1	0,3	0,4	0,1	-0,1	0,0	0,3	0,7	0,4
Secteur tertiaire		3,5	1,6	0,8	2,4	1,5	1,5	1,2	3,0	5,5	0,5	1,8	1,5
Commerce, restaurants et hôtels		1,0	1,3	0,5	0,0	0,3	0,1	0,1	0,6	1,0	-0,7	-0,6	0,3
Transports, postes et télécommunications		1,2	-1,2	0,6	0,4	0,2	0,6	0,5	1,0	2,5	-1,1	0,7	0,5
Banques et organismes financiers		0,0	0,3	0,0	0,3	0,3	0,1	0,0	0,4	0,2	1,2	0,4	0,2
Administration publique et sécurité sociale		0,3	0,2	0,3	0,7	0,2	0,4	0,3	0,5	0,7	0,6	0,9	0,1
Education		0,2	0,6	0,3	0,4	0,4	0,2	0,2	0,2	0,6	0,6	0,3	0,1
Santé et action sociale		0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	-0,4	0,1	0,0
Autres services		1,0	0,2	-0,4	0,5	0,4	0,2	0,3	0,0	0,4	0,5	0,3	0,3
SIFIM		-0,2	0,1	-0,5	0,0	-0,3	-0,1	-0,5	0,3	0,0	-0,1	-0,3	0,0
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES		7,0	5,4	2,7	2,9	4,0	2,7	2,9	3,2	4,0	1,8	2,2	2,6
Impôts et taxes nets des Subventions		-0,8	0,1	2,6	0,5	0,3	-0,8	0,9	2,1	0,9	0,5	0,5	0,4
PIB		6,2	5,4	5,3	3,5	4,3	1,9	3,8	5,3	4,9	2,3	2,7	3,0

Tableau 30 : Evolution des emplois du PIB à prix courants

Libellé	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
1. Dépense de Consommation Finale	1496,9	1648,9	1778,4	1901,5	2010,5	2068,5	2283,9	2442,4	2533,4	2887,9	3018,0	3112,2	3305,0
dont privée	1295,0	1428,2	1542,0	1654,5	1713,3	1758,1	1943,5	2054,1	2125,2	2396,3	2452,7	2530,5	2699,1
publique	201,9	220,7	236,5	247,0	297,2	310,4	340,5	388,3	408,2	491,6	565,3	581,8	605,8
2. FBCF	436,7	449,1	489,7	471,2	518,6	497,7	500,2	499,5	639,1	668,4	728,4	804,2	895,5
3. Variation des stocks	8,9	-18,0	22,4	-7,2	-15,3	31,0	-48,9	10,4	49,9	-17,6	5,6	-5,7	0,3
4. INVESTISSEMENT (2+3)	445,6	431,1	512,0	464,0	503,3	528,7	451,3	509,8	689,0	650,8	734,0	798,6	895,7
5. Exportations nettes	-286,4	-250,8	-325,7	-236,5	-244,1	-208,6	-201,5	-263,4	-361,4	-344,6	-400,7	-449,2	-429,8
6. Exportations	392,3	386,7	399,8	429,8	430,9	449,5	479,7	498,2	646,2	730,0	682,7	821,2	779,4
Exportations des biens	306,5	304,0	311,9	339,6	341,2	345,1	384,7	392,8	508,0	578,9	555,2	654,4	598,1
Exportations des services	85,7	82,7	87,8	90,1	89,7	104,4	95,1	105,5	138,3	151,1	127,5	166,8	181,4
7. Importations	678,7	637,5	725,5	666,3	675,0	658,1	681,2	761,6	1007,6	1074,6	1083,4	1270,4	1209,2
Importations des biens	621,2	577,2	644,5	593,9	610,7	588,6	618,0	684,9	919,6	975,9	970,1	1147,7	1104,5
Importations des services	57,5	60,3	81,0	72,4	64,3	69,5	63,2	76,6	88,0	98,7	113,3	122,8	104,7
PIB (1+4+5)	1656,1	1829,2	1964,7	2129,0	2269,8	2388,6	2533,8	2688,9	2861,0	3194,1	3351,2	3461,6	3770,9

Tableau 31 : Evolution en volume des emplois du PIB (base 100 = 2007)

Libellés	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
1. Dépense de Consommation Finale	1816,9	1911,1	1998,8	2108,3	2188,8	2250,6	2346,9	2453,3	2533,4	2709,9	2796,2	2851,5	2921,1
dont privée	1589,9	1671,2	1737,2	1832,8	1869,6	1915,7	1987,5	2063,5	2125,2	2235,1	2277,3	2327,1	2388,7
publique	226,9	239,9	261,6	275,5	319,3	334,9	359,4	389,8	408,2	474,8	518,9	524,4	532,3
2. FBCF	474,1	470,4	536,0	525,8	566,4	550,8	520,2	509,6	639,1	654,8	701,8	769,6	842,9
3. Variation des stocks	6,5	-16,5	19,1	-6,2	-14,9	28,8	-48,2	9,8	49,9	-17,4	7,1	-7,5	0,4
4. INVESTISSEMENT(2+3)	480,6	453,8	555,1	519,7	551,5	579,6	472,0	519,4	689,0	637,4	708,9	762,1	843,3
5. Exportations nettes	-281,9	-223,9	-296,5	-250,3	-280,2	-263,5	-202,5	-256,4	-361,4	-346,3	-434,8	-459,6	-514,8
6. Exportations	447,0	423,1	431,9	486,1	491,9	468,8	515,4	511,5	646,2	719,0	675,3	714,3	580,3
Exportations des biens	344,6	325,7	331,7	382,1	394,0	352,3	413,6	402,5	508,0	573,9	556,3	562,2	432,3
Exportations des services	102,4	97,4	100,2	104,0	97,9	116,5	101,8	109,0	138,3	145,1	119,1	152,2	148,0
7. Importations	728,9	647,0	728,4	736,4	772,0	732,3	717,9	767,9	1007,6	1065,2	1110,1	1173,9	1095,1
Importations des biens	663,4	578,9	640,1	652,2	698,6	655,0	650,4	689,3	919,6	972,9	1004,6	1059,7	1001,3
Importations des services	65,5	68,1	88,3	84,2	73,5	77,3	67,5	78,7	88,0	92,4	105,5	114,2	93,8
PIB (1+4+5)	2015,6	2141,0	2257,4	2377,7	2460,1	2566,7	2616,4	2716,3	2861,0	3001,0	3070,3	3154,0	3249,5

Tableau 32 : Taux de croissance réelle des emplois du PIB (en %)

Libellés	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
1. Dépense de Consommation Finale		5,2	4,6	5,5	3,8	2,8	4,3	4,5	3,3	7,0	3,2	2,0	2,4
dont privée		5,1	4,0	5,5	2,0	2,5	3,7	3,8	3,0	5,2	1,9	2,2	2,7
publique		5,7	9,0	5,3	15,9	4,9	7,3	8,5	4,7	16,3	9,3	1,1	1,5
2. FBCF		-0,8	14,0	-1,9	7,7	-2,8	-5,5	-2,0	25,4	2,5	7,2	9,7	9,5
3. Variation des stocks		-352,7	-215,5	-132,2	142,5	-293,3	-267,3	-120,3	408,6	-134,9	-140,7	-205,2	-104,7
4. INVESTISSEMENT(2+3)		-5,6	22,3	-6,4	6,1	5,1	-18,6	10,1	32,6	-7,5	11,2	7,5	10,6
5. Exportations nettes		-20,6	32,4	-15,6	11,9	-5,9	-23,2	26,7	40,9	-4,2	25,6	5,7	12,0
6. Exportations		-5,4	2,1	12,6	1,2	-4,7	9,9	-0,8	26,3	11,3	-6,1	5,8	-18,8
Exportations des biens		-5,5	1,8	15,2	3,1	-10,6	17,4	-2,7	26,2	13,0	-3,1	1,1	-23,1
Exportations des services		-4,9	2,9	3,8	-5,9	19,0	-12,6	7,1	26,9	4,9	-17,9	27,8	-2,7
7. Importations		-11,2	12,6	1,1	4,8	-5,1	-2,0	7,0	31,2	5,7	4,2	5,7	-6,7
Importations des biens		-12,7	10,6	1,9	7,1	-6,2	-0,7	6,0	33,4	5,8	3,3	5,5	-5,5
Importations des services		4,0	29,6	-4,6	-12,8	5,3	-12,7	16,6	11,8	5,0	14,2	8,3	-17,9
PIB (1+4+5)		6,2	5,4	5,3	3,5	4,3	1,9	3,8	5,3	4,9	2,3	2,7	3,0

Tableau 33 : Variation du déflateur du PIB et ses emplois (en %)

Libellés	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
1. Dépense de Consommation Finale		4,7	3,1	1,4	1,8	0,1	5,9	2,3	0,4	6,6	1,3	1,1	3,7
dont privée		4,9	3,9	1,7	1,5	0,1	6,5	1,8	0,5	7,2	0,5	1,0	3,9
publique		3,4	-1,7	-0,8	3,8	-0,5	2,2	5,1	0,4	3,5	5,2	1,8	2,6
2. FBCF		3,7	-4,3	-1,9	2,2	-1,3	6,4	1,9	2,0	2,1	1,7	0,7	1,7
3. Variation des stocks		-19,5	7,5	-0,9	-11,9	5,0	-5,7	4,2	-5,3	0,9	-22,3	-3,0	7,5
4. INVESTISSEMENT (2+3)		2,5	-2,9	-3,2	2,2	-0,1	4,8	2,7	1,9	2,1	1,4	1,2	1,4
5. Exportations nettes		10,2	-1,9	-14,0	-7,8	-9,2	25,7	3,2	-2,6	-0,5	-7,4	6,1	-14,6
6. Exportations		4,2	1,3	-4,5	-0,9	9,5	-2,9	4,6	2,7	1,5	-0,4	13,7	16,8
Exportations des biens		4,9	0,8	-5,5	-2,6	13,1	-5,1	4,9	2,5	0,9	-1,1	16,6	18,8
Exportations des services		1,5	3,2	-1,1	5,7	-2,2	4,2	3,6	3,3	4,2	2,8	2,4	11,8
7. Importations		5,8	1,1	-9,2	-3,4	2,8	5,6	4,5	0,8	0,9	-3,3	10,9	2,0
Importations des biens		6,5	1,0	-9,6	-4,0	2,8	5,7	4,6	0,6	0,3	-3,7	12,2	1,8
Importations des services		0,8	3,6	-6,3	1,9	2,7	4,1	4,1	2,6	6,8	0,5	0,1	3,9
PIB (1+4+5)		4,0	1,9	2,9	3,0	0,9	4,1	2,2	1,0	6,4	2,6	0,6	5,7

Tableau 35 : Contribution des emplois du PIB à la croissance réelle (en %)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
1. Dépense de Consommation Finale		4,7	4,1	4,8	3,4	2,5	3,8	4,1	2,9	6,2	2,9	1,8	2,2
dont privée		4,0	3,1	4,2	1,5	1,9	2,8	2,9	2,3	3,8	1,4	1,6	2,0
publique		0,6	1,0	0,6	1,8	0,6	1,0	1,2	0,7	2,3	1,5	0,2	0,3
2. FBCF		-0,2	3,1	-0,5	1,7	-0,6	-1,2	-0,4	4,8	0,6	1,6	2,2	2,3
3. Variation des stocks		-1,1	1,7	-1,1	-0,4	1,8	-3,0	2,2	1,5	-2,4	0,8	-0,5	0,2
4. INVESTISSEMENT (2+3)		-1,3	4,7	-1,6	1,3	1,1	-4,2	1,8	6,2	-1,8	2,4	1,7	2,6
5. Exportations nettes		2,9	-3,4	2,0	-1,3	0,7	2,4	-2,1	-3,9	0,5	-2,9	-0,8	-1,8
6. Exportations		-1,2	0,4	2,4	0,2	-0,9	1,8	-0,2	5,0	2,5	-1,5	1,3	-4,2
Exportations des biens		-0,9	0,3	2,2	0,5	-1,7	2,4	-0,4	3,9	2,3	-0,6	0,2	-4,1
Exportations des services		-0,2	0,1	0,2	-0,3	0,8	-0,6	0,3	1,1	0,2	-0,9	1,1	-0,1
7. Importations		-4,1	3,8	0,4	1,5	-1,6	-0,6	1,9	8,8	2,0	1,5	2,1	-2,5
Importations des biens		-4,2	2,9	0,5	2,0	-1,8	-0,2	1,5	8,5	1,9	1,1	1,8	-1,8
Importations des services		0,1	0,9	-0,2	-0,5	0,2	-0,4	0,4	0,3	0,2	0,4	0,3	-0,6
PIB (1+4+5)		6,2	5,4	5,3	3,5	4,3	1,9	3,8	5,3	4,9	2,3	2,7	3,0

Tableau 36 : Ventilation de la VA informelle aux prix courants par secteurs d'activités (en milliards FCFA)

Libellé	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Secteur primaire	381,6	416,1	448,3	505,5	514,9	588,5	622,7	675,2	692,7	764,4	794,4	781,9	775,4
Agriculture	266,4	288,0	314,0	361,6	365,9	437,5	456,0	487,6	502,4	557,6	570,0	544,6	522,5
Elevage, chasse	56,7	62,4	67,1	70,3	76,0	76,8	84,4	92,4	97,5	111,6	122,0	128,6	144,4
Pêche, Sylviculture et exploitation forestière	58,6	65,7	67,2	73,6	73,1	74,1	82,3	95,1	92,8	95,2	102,4	108,7	108,5
Secteur secondaire	307,8	344,5	378,5	408,2	429,1	437,1	485,7	492,3	461,9	463,2	483,4	486,0	588,4
Activités extractives	5,2	5,8	6,8	6,3	7,1	7,5	8,2	9,0	11,0	14,3	22,5	22,7	24,5
Industries Agro-alimentaires	147,3	170,0	190,7	216,3	228,3	235,9	264,5	268,4	239,9	229,3	232,7	217,2	282,4
Autres Industries manufacturières	80,9	90,0	93,2	94,9	97,0	98,3	107,1	108,2	97,9	98,8	101,5	98,8	108,8
Electricité, gaz et eau	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
BTP	74,4	78,6	87,9	90,8	96,8	95,5	105,9	106,7	113,0	120,8	126,7	147,3	172,8
Secteur tertiaire	242,0	298,7	321,2	337,1	368,7	386,2	400,8	422,4	543,1	600,1	640,4	600,9	678,9
Commerce, restaurants et hôtels	106,4	130,4	141,1	151,7	173,6	176,4	180,6	184,7	261,0	298,9	301,3	262,3	295,4
Transports, postes et télécommunications	10,4	28,6	30,1	32,0	35,9	39,9	40,1	47,8	80,3	81,9	85,8	88,5	94,2
Banques et organismes financiers	1,6	1,5	2,7	2,8	2,9	2,4	2,2	2,4	3,0	2,6	2,5	2,0	1,9
Administration publique et sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Education	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Santé et action sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,9	3,8	4,3	1,7	1,7	2,3
Autres services	123,7	138,1	147,4	150,6	156,3	167,4	178,0	185,6	195,0	212,3	249,2	246,4	285,1
SIFIM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
VA informelle	931,5	1059,4	1148,0	1250,8	1312,8	1411,8	1509,2	1589,8	1697,7	1827,7	1918,2	1868,8	2042,7

Tableau 37 : Ventilation de la VA informelle aux prix constants par secteurs d'activités (en milliards FCFA)

Libellé	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Secteur primaire		402,8	442,0	470,3	522,6	560,8	589,9	661,8	706,8	707,3	801,7	778,9	800,5
Agriculture		279,8	306,2	332,3	375,8	408,3	430,0	486,1	515,7	510,4	588,4	547,7	557,0
Elevage, chasse		59,3	66,9	68,1	71,9	78,6	81,9	89,0	95,6	99,1	114,4	125,8	134,3
Pêche, Sylviculture et exploitation forestière		63,7	68,8	69,9	74,9	73,9	78,0	86,6	95,5	97,7	98,9	105,4	109,2
Secteur secondaire		324,4	359,9	396,4	402,0	456,7	461,7	497,1	462,6	428,1	466,9	488,4	502,1
Activités extractives		5,2	6,1	6,7	6,9	7,4	7,8	8,0	10,8	10,8	14,9	22,8	24,0
Industries Agro-alimentaires		157,3	174,3	206,9	217,0	248,0	249,4	269,9	246,2	195,3	220,3	214,0	228,4
Autres Industries manufacturières		86,5	93,9	92,8	95,9	100,1	103,1	111,6	95,5	93,1	109,3	106,9	93,7
Electricité, gaz et eau		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
BTP		75,4	85,6	90,1	82,3	101,1	101,5	107,7	110,2	128,8	122,4	144,8	156,0
Secteur tertiaire		277,7	307,0	323,6	346,0	386,1	375,9	414,5	512,3	586,0	609,0	614,4	617,4
Commerce, restaurants et hôtels		122,2	150,5	144,9	150,2	182,4	161,7	184,6	259,3	302,2	284,4	264,2	266,1
Transports, postes et télécommunications		19,3	14,9	31,9	34,7	36,4	40,0	40,8	61,9	76,6	79,4	90,8	91,3
Banques et organismes financiers		1,7	1,5	2,8	2,9	3,0	2,5	2,3	3,0	3,1	2,7	2,5	2,1
Administration publique et sécurité sociale		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Education		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Santé et action sociale		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	3,4	4,0	2,3	1,7	1,8
Autres services		134,4	140,0	144,1	158,2	164,4	171,6	184,9	184,7	200,2	240,3	255,2	256,1
VA informelle		1004,9	1108,9	1190,4	1270,6	1403,6	1427,4	1573,4	1681,8	1721,3	1877,6	1881,7	1920,0

Tableau 39 : répartition de la VA informelle aux prix constants par secteurs d'activités (en %)

Libellé	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Secteur primaire		40,1	39,9	39,5	41,1	40,0	41,3	42,1	42,0	41,1	42,7	41,4	41,7
Agriculture		27,8	27,6	27,9	29,6	29,1	30,1	30,9	30,7	29,7	31,3	29,1	29,0
Élevage, chasse		5,9	6,0	5,7	5,7	5,6	5,7	5,7	5,7	5,8	6,1	6,7	7,0
Pêche, Sylviculture et exploitation forestière		6,3	6,2	5,9	5,9	5,3	5,5	5,5	5,7	5,7	5,3	5,6	5,7
Secteur secondaire		32,3	32,5	33,3	31,6	32,5	32,3	31,6	27,5	24,9	24,9	26,0	26,1
Activités extractives		0,5	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,8	1,2	1,3
Industries Agro-alimentaires		15,7	15,7	17,4	17,1	17,7	17,5	17,2	14,6	11,3	11,7	11,4	11,9
Autres Industries manufacturières		8,6	8,5	7,8	7,5	7,1	7,2	7,1	5,7	5,4	5,8	5,7	4,9
Electricité, gaz et eau		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
BTP		7,5	7,7	7,6	6,5	7,2	7,1	6,8	6,6	7,5	6,5	7,7	8,1
Secteur tertiaire		27,6	27,7	27,2	27,2	27,5	26,3	26,3	30,5	34,0	32,4	32,7	32,2
Commerce, restaurants et hôtels		12,2	13,6	12,2	11,8	13,0	11,3	11,7	15,4	17,6	15,1	14,0	13,9
Transports, postes et télécommunications		1,9	1,3	2,7	2,7	2,6	2,8	2,6	3,7	4,4	4,2	4,8	4,8
Banques et organismes financiers		0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
Administration publique et sécurité sociale		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Éducation		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Santé et action sociale		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
Autres services		13,4	12,6	12,1	12,5	11,7	12,0	11,8	11,0	11,6	12,8	13,6	13,3
SIFIM		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
VA informelle		100,0											

Tableau 40 : Evolution des agrégats du revenu

Libellés	2007	2008	2009	2010
Exportations de biens et services	646	730	683	821
Importations de biens et services	1008	1075	1083	1270
PIB	2861,0	3194,1	3351,2	3461,6
+Revenu nets des facteurs	-9,8	-20,2	-36,2	-39,5
=Revenu National brut	2851,1	3174,0	3315,0	3422,1
+Transferts nets	121,0	101,9	82,0	78,2
=Revenu national Disponible	2972,1	3275,8	3396,9	3500,3
-Dépense de consommation finale	2533,4	2887,9	3018,0	3112,2
=Epargne	438,8	388,0	379,0	388,0
+Transferts nets en capital	84,4	48,4	76,1	75,6
-Investissement	689,0	650,8	734,0	798,6
=Capacité(+)/Besoin(-) de financement	-165,8	-214,5	-278,9	-334,9

Tableau 41 : Principaux agrégats par secteurs institutionnels

Libellés	2007	2008	2009	2010
PIB	2861,0	3194,1	3351,2	3461,6
Valeur ajoutée brute	2514,9	2816,7	2961,3	3115,5
dont SQS NF	454,6	569,2	529,3	595,2
Excédent brut d'exploitation	1895,3	2121,8	2244,2	2277,3
dont SQS NF	212,4	316,8	292,3	333,3
Revenu mixte	1571,9	1681,0	1763,5	1741,6
Rémunération des salariés	608,1	666,6	690,9	749,2
Revenu national	2851,1	3174,0	3315,0	3422,1
Revenu disponible brut	2972,1	3275,8	3396,9	3500,3
Dont APU	556,2	619,2	672,3	714,4
Ménages	2252,0	2400,0	2479,0	2527,3
Dépenses de consommation finale	2533,4	2887,9	3018,0	3112,2
Dont APU	408,2	491,6	565,3	581,8
Ménages	2108,0	2375,9	2431,3	2508,2
Epargne brute	438,8	388,0	379,0	388,0
dont SQS NF	125,8	205,5	167,4	171,2
SF	15,1	22,1	55,5	62,4
APU	148,0	127,6	107,0	132,7
Ménages	144,0	24,0	47,8	19,1
Formation brute de capital fixe	639,1	668,4	728,4	804,2
dont SQS NF	264,4	304,9	334,0	362,8
SF	6,9	21,9	21,1	37,5
APU	218,4	196,0	202,8	222,4
Ménages	143,3	138,3	167,3	177,4
Capacite(+)/besoin de financement(-)	-165,8	-214,5	-278,9	-334,9
dont SQS NF	-179,5	-105,3	-172,6	-164,4
SF	8,3	1,6	34,2	24,9
APU	-6,0	-18,2	-28,1	-52,4
Ménages	11,7	-93,9	-110,5	-141,6
ISBL	-0,2	1,4	-1,9	-1,5

Tableau 42 : Revenu, dépense et épargne des Administrations publiques

Libellés	2007	2008	2009	2010
A. Revenu courant des Administrations publiques	816,8	868,5	954,9	1 005,5
1. Excédent brut d'exploitation	126,2	133,2	166,8	181,0
2. Revenus de la propriété	10,1	19,6	18,4	31,4
3. Impôts sur la production et l'importation	351,9	399,7	409,9	431,6
Impôts ou taxes sur produits (TVA)	337,5	368,0	380,6	404,1
Autres impôts ou taxes sur la production	14,5	31,7	29,3	27,5
4. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	93,8	97,6	106,4	122,1
5. Autres transferts courants	184,2	160,5	193,3	178,5
6. Cotisations sociales reçues	50,6	57,9	60,0	61,0
B. REVENU DE CAPITAL RECUS	72,3	40,0	87,7	77,8
1. Transferts en capital à recevoir	72,3	40,0	87,7	77,8
C. DEPENSES COURANTES	668,0	739,5	846,4	871,3
1. revenu de la propriété payé	6,7	10,3	15,6	17,7
2. Prestations sociales versées	46,8	48,9	53,0	55,7
3. Autres transferts courants versés	206,2	188,7	212,6	216,1
4. Dépenses de consommation finale	408,2	491,6	565,3	581,8
D.EPARGNE BRUTE	148,0	127,6	107,0	132,7
E. DEPENSES DE CAPITAL	8 057,4	11 473,0	39 312,8	42 997,4
1. FBCF	218,4	196,0	202,8	222,4
2. Variation des stocks	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Transferts en capital à payer	7 839,0	11 277,0	39 110,0	42 775,0
F. BESOIN DE FINANCEMENT DES APU	-6,0	-18,2	-28,1	-52,4

Tableau 43 : Revenu, dépense et épargne des sociétés non financières

Libellés	2007	2008	2009	2010
Valeur ajoutée brute	454,6	569,2	529,3	595,2
-Rémunération des salariés versée	233,1	226,4	211,5	237,1
-(Impôts sur production (Sauf TVA) -subventions)	9,2	26,0	25,5	24,7
=Excédent brut d'exploitation	212,4	316,8	292,3	333,3
+Revenu de la propriété reçu	7,1	6,2	10,8	16,3
-Revenu de la propriété versé	43,6	64,0	81,6	115,7
=Revenu PRIMAIRE Brut	176,0	259,0	221,4	234,0
+cotisations sociales reçus	6,2	5,9	3,4	3,1
+autres transferts courants reçus	3,3	3,0	3,1	3,1
-Impôts courants sur le Revenu et le patrimoine	49,0	48,8	52,3	60,6
-Autres transferts courants versés	4,5	7,6	3,2	5,3
-cotisations ou prestations sociales versés	6,2	5,9	3,4	3,1
=Revenu disponible brut	125,8	205,5	168,9	171,2
=Epargne brute	125,8	205,5	167,4	171,2
+transferts en capital nets	3,6	5,3	19,9	25,8
-FBCF	264,4	304,9	334,0	362,8
-Variation de stocks	39,4	-10,0	2,0	-9,6
-Opérations transitoires	0,0	0,0	0,0	0,0
=Besoin de financement	-174,4	-84,0	-148,6	-156,2

Tableau 44 : Revenu, dépense et épargne des sociétés financières

Libellés	2007	2008	2009	2010
Valeur ajoutée brute	45,0	61,0	94,5	96,6
-Rémunération des salariés	22,6	29,1	29,9	27,7
-Impôts- subventions sur produits	2,2	2,2	0,7	1,2
=Excédent brut d'exploitation	20,2	29,7	63,9	67,7
-Service d'intermédiation financière indirectement mesuré	39,8	46,6	49,0	52,8
+Revenu de la propriété reçue	71,1	89,7	100,8	112,3
-revenu de la propriété versée	31,0	44,6	52,2	56,2
=Revenu primaire brut	20,5	28,2	63,6	71,0
+Autres transferts courants reçus	25,3	19,1	20,4	46,8
-Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	5,4	5,6	7,9	8,4
- Contributions sociales	0,8	0,9	1,0	1,1
-Autres transferts courants versés	25,3	19,6	20,6	47,1
=Revenu Disponible brut	14,3	21,2	54,5	61,3
=Epargne brute	15,1	22,1	55,5	62,4
+transferts en capitaux nets	0,0	1,5	-0,3	0,0
-FBCF	6,9	21,9	21,1	37,5
=Capacité de financement	8,3	1,7	34,0	24,9

Tableau 45 : Revenu, dépense et épargne des ménages

Libellés	2007	2008	2009	2010
Valeur ajoutée brute	1 751,5	1 865,9	1 952,2	1 928,5
-Rémunération des salariés versée	176,7	181,6	187,2	185,3
-Impôts sur la production	3,0	3,3	1,4	1,6
=Revenu Mixte Brut	1 571,9	1 681,0	1 763,5	1 741,6
+Rémunération des salariés reçue	605,6	663,7	689,5	748,3
+Revenu de la propriété reçue	6,6	11,0	15,0	20,8
-Revenu de la propriété versée	15,4	18,8	22,6	26,3
=Revenu Primaire Brut	2 168,7	2 336,8	2 445,4	2 484,4
-Cotisations Sociales autres que transferts sociaux en nature	59,0	64,8	64,4	65,2
+prestations sociales reçues	55,2	55,9	57,4	59,9
+Autres transferts courants reçus	179,3	146,3	120,3	131,7
-Impôts sur le revenu et le patrimoine	0,0	0,0	0,0	0,0
-Impôts courants / Revenus et Capital	37,6	40,1	42,1	48,3
-Autres transferts courants versés	54,6	34,0	37,5	35,2
=Revenu Disponible Brut	2 252,0	2 400,0	2 479,0	2 527,3
+Transferts sociaux en nature	164,5	196,2	220,7	240,0
Revenu Disponible ajusté	2 416,6	2 596,2	2 699,7	2 767,3
-Consommation finale effective	2 272,6	2 572,2	2 651,9	2 748,2
=Epargne Brute	144,0	24,0	47,8	19,1
+transferts en capital nets	16,3	12,8	7,9	14,8
-FBCF	143,3	138,3	167,3	177,4
=Capacité de financement	17,0	-101,5	-111,6	-143,5

Tableau 46 : Compte du reste du Monde

	2007	2008	2009	2010
Importations de biens et services	1 007,6	1 074,6	1 083,4	1 270,4
Exportations de biens et services	646,2	730,0	682,7	821,2
Solde des échanges extérieurs de Biens & Services	361,4	344,6	400,7	449,2
<i>A destination du reste du monde</i>				
Solde des échanges extérieurs de Biens & Services	361,4	344,6	400,7	449,2
Rémunération des salariés	2,5	2,9	1,5	0,9
Prélèvements communautaires reçus	8,6	9,4	9,3	9,7
Revenu de la propriété reçu	19,4	28,1	48,4	63,3
Autres transferts courants	60,6	42,1	36,1	35,0
<i>En provenance du reste du monde</i>				
Rémunération des salariés	3,0	3,3	1,6	6,1
Revenu de la propriété versée	17,6	17,0	21,4	28,2
Impôts courants sur le revenu versé	1,0	1,7	2,5	3,2
Autres transferts courants versés	180,6	142,3	115,5	110,0
Solde des opérations courantes	250,2	262,9	355,0	410,6
Opérations en Capital				
Solde des transactions courantes	250,2	262,9	355,0	410,6
Transfert en capital	-84,4	-48,4	-76,1	-75,6
Capacité(+)/ Besoin de financement (-)	165,8	214,5	278,9	334,9

Liste des Tableaux

Tableau 1 : Evolution de quelques ratios économiques (%).....	11
Tableau 2: Structure des dépenses de consommation finale des ménages	18
Tableau 3: Structure de consommation finale des APu et des ISBLsm	19
Tableau 4 : Principaux indicateurs liés à la fiscalité (milliards de FCFA sauf indication contraire).....	23
Tableau 5 : Poids (%) des secteurs dans le PIB	23
Tableau 6 : Revenus de la propriété nets (milliards de FCFA).....	25
Tableau 7: Transferts courants nets (milliards de FCFA).....	25
Tableau 8: Revenus disponibles.....	26
Tableau 9: Evolution des épargnes par secteur institutionnel entre 2007 et 2010.....	26
Tableau 10: Transferts sociaux (milliards de FCFA) entre 2007 et 2010.....	27
Tableau 11: Formation brute de capital fixe et Capacités/Besoins de financement (milliards de FCFA) de 2007 à 2010.....	28
Tableau 12 : Evolution des séries des PIB ERETES et Plus comparable de 1999 à 2011	29
Tableau 13 : Evolution du taux de croissance réel selon la série observée de 2000 à 2011 (en %).....	30
Tableau 14 : Comparaison du PIB ERETES base 2007 et du PIB comparable 2007 (en milliards de FCFA)	31
Tableau 15 : Poids des salaires dans la VA	47
Tableau 16 Poids EBE/RM dans les VA	47
Tableau 17: Poids EBE/RM dans le PIB	47
Tableau 18 : Poids autres impôts sur production dans VA.....	47
Tableau 19 : PIB, revenu national et revenu national disponible (en milliards FCFA).....	48
Tableau 20 : PIB courant, optique production (en milliards de FCFA).....	49
Tableau 21 : PIB en volume, optique production (base 100 = 2007) (en milliards de FCFA)	49
Tableau 22 : Taux de croissance du PIB réel, base 100=2007 (en %).....	49
Tableau 23 : Variation du déflateur du PIB (en %)	50
Tableau 24 : Ventilation du PIB courant par secteurs d'activités (en milliards FCFA).....	51
Tableau 25 : Ventilation du PIB réel par secteurs d'activités (base 100 = 2007) (en milliards).....	52
Tableau 26 : Taux de croissance réel du PIB par secteurs d'activités (en pourcentage).....	53
Tableau 27 : Variation du déflateur du PIB par secteurs d'activités (en pourcentage)	54
Tableau 28 : Répartition du PIB courant par secteur d'activité (en pourcentage du PIB nominal).....	55
Tableau 29 : Contribution des secteurs d'activités à la croissance du PIB réel (en pourcentage).....	56
Tableau 30 : Evolution des emplois du PIB à prix courants.....	57
Tableau 31 : Evolution en volume des emplois du PIB (base 100 = 2007).....	58
Tableau 32 : Taux de croissance réelle des emplois du PIB (en %)	59

Tableau 33 : Variation du déflateur du PIB et ses emplois (en %)	60
Tableau 34 : Structure des emplois du PIB (en %)	61
Tableau 35 : Contribution des emplois du PIB à la croissance réelle (en %)	62
Tableau 36 : Ventilation de la VA informelle aux prix courants par secteurs d'activités (en milliards FCFA)	63
Tableau 37 : Ventilation de la VA informelle aux prix constants par secteurs d'activités (en milliards FCFA)	64
Tableau 38 : répartition de la VA informelle aux prix courants par secteurs d'activités (en %)	65
Tableau 39 : répartition de la VA informelle aux prix constants par secteurs d'activités (en %)	66
Tableau 40 : Evolution des agrégats du revenu	67
Tableau 41 : Principaux agrégats par secteurs institutionnels	68
Tableau 42 : Revenu, dépense et épargne des Administrations publiques	69
Tableau 43 : Revenu, dépense et épargne des sociétés non financières	70
Tableau 44 : Revenu, dépense et épargne des sociétés financières	71
Tableau 45 : Revenu, dépense et épargne des ménages	72
Tableau 46 : Compte du reste du Monde	73

Liste des Graphiques

Graphique 1 : Evolution du taux de croissance du PIB de 2000 à 2011 (%).....	9
Graphique 2 : Structure du PIB par secteurs d'activités (en %)	10
Graphique 3 : Contribution à la croissance économique par secteur d'activité (%).....	10
Graphique 4 : Répartition de la valeur ajoutée du secteur primaire par branches d'activités (%).....	12
Graphique 5 : Contribution des branches à la croissance économique du secteur primaire....	12
Graphique 6 : Contribution des branches à la croissance économique du secteur secondaire	14
Graphique 7: Contribution des branches à la croissance économique du secteur tertiaire	15
Graphique 8: Poids de la valeur ajoutée informelle par secteur d'activité (%)	16
Graphique 9 : Evolution du Taux d'investissement.....	19
Graphique 10 : Evolution du PIB du secteur primaire.....	31
Graphique 11 : Evolution du PIB du secteur secondaire	32
Graphique 12 : Evolution du PIB du secteur tertiaire.....	32
Graphique 13 : Evolution du poids du PIB du secteur primaire selon la série observée	33
Graphique 14 : Evolution du poids du PIB du secteur secondaire selon la série étudiée	33
Graphique 15 : Evolution du poids du PIB du secteur tertiaire selon la série étudiée.....	34
Graphique 16 : Evolution des emplois du PIB selon les séries étudiées	34

Table des matières

Chapitre 1. Evolution de l'activité économique	8
I. Principales phases de l'activité économique	8
II. Evolution sectorielle de l'activité économique	9
A. Secteur primaire	11
B. Secteur secondaire	13
C. Secteur tertiaire marchand et non marchand	14
D. Le secteur informel	15
Chapitre 2. Emplois du PIB	17
I. Consommation finale.....	17
A. Consommation finale privée	17
B. Consommation finale des administrations publiques et des ISBLsm	18
II. Formation brute de capital fixe	19
III. Exportation nettes de biens et services	21
Chapitre 3. Répartition et utilisation du revenu	22
I. Fiscalité et autres prélèvements obligatoires	22
II. Formation du revenu national disponible.....	23
A. Partage de la valeur ajoutée	23
B. Affectation des revenus primaires	24
C. Transferts courants entre secteurs	25
III. Répartition de l'épargne.....	26
IV. Financement de l'économie.....	27
Chapitre 4. Impact de la révision sur l'ancienne série	29
I. Comparaison de la nouvelle série base 2007 et de la série PIB plus comparable	29
A. Principaux changements par secteur d'activité	30
B. Principaux changement dans les emplois du PIB.....	34
II. Evolution des indicateurs de surveillance multilatérale.....	35
Chapitre 5. Synthèse méthodologique	38
I. Méthodologie d'élaboration des comptes nationaux de l'année de base 2007	38
A. Mise en place des nomenclatures	38

B. Données sources	39
II. Méthodologie d'élaboration des comptes nationaux des années courantes de 2008 à 2010	40
A. Les principales sources de données.....	40
B. Les principaux traitements	40
1) Compte de branche	40
2) Les emplois du PIB.....	41
3) Les opérations de répartition	43
III. Méthodologie d'élaboration des comptes provisoires de l'année 2011	44
1) Maquette des comptes	44
2) Préparation des sources	45
3) Méthode de travail	46
IV. Méthodologie d'interpolation des comptes nationaux des années 2002 à 2005.....	46